



FAITS
SAILLANTS
2024

Photographies : Avec la permission des parlements hôtes, ParlAmericas et des organisations partenaires.

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE PARLAMERICAS.....	4	AU-DELÀ DES FRONTIÈRES : STRATÉGIES RÉGIONALES DE SÉCURITÉ.....	46
MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS.....	5	NOUER LES LIENS ENSEMBLE : DES ACTIONS PARLEMENTAIRES POUR FAIRE AVANCER LES ACCORDS INTERNATIONAUX SUR LES PEID ET L'ÉGALITÉ DES GENRES.....	49
MESSAGES DES PRÉSIDENTES DES RÉSEAUX DE PARLAMERICAS.....	6	STRATÉGIES LÉGISLATIVES POUR RENFORCER LA GOUVERNANCE DE L'IDENTITÉ NUMÉRIQUE.....	51
FINANCES ET ACTIVITÉS.....	8	LE RÔLE DES PARLEMENTS DANS LA TRANSFORMATION DES ÉCONOMIES NUMÉRIQUES DANS LES CARAÏBES.....	53
CORPS LÉGISLATIFS NATIONAUX REPRÉSENTÉS DANS NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	9	L'ACTION PARLEMENTAIRE POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET LA PRÉPARATION DANS LES CARAÏBES.....	56
ORGANISMES PARTENAIRES.....	10	PARTICIPATION CITOYENNE INCLUSIVE : EXPLORER LES OPPORTUNITÉS DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE.....	58
MÉCANISMES DE COLLABORATION.....	11	VERS UNE PLEINE PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES AU GUATEMALA.....	60
2024 EN UN COUP D'ŒIL.....	13	LA MIGRATION DANS UN CONTEXTE DE DÉFIS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX.....	62
RESSOURCES ET PUBLICATIONS.....	19	CRÉER DES ESPACES NUMÉRIQUES SÛRS, INCLUSIFS ET SANS VIOLENCE.....	66
TABLEAUX DE PARLAMERICAS.....	20	JOURNÉE DU PARLEMENT OUVERT ET DE LA PARTICIPATION PARLEMENTAIRE DANS LE CADRE DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE AMÉRIQUE OUVERTE.....	69
LIVRES POUR ENFANTS.....	21	ADAPTER LE TRAVAIL PARLEMENTAIRE AUX BESOINS DES FEMMES ET DES HOMMES.....	72
CONSTRUIRE DES ALLIANCES POUR RENFORCER LA DÉMOCRATIE ET PROMOUVOIR LES DROITS HUMAINS.....	23	L'ÉQUIPE DE PARLAMERICAS.....	75
CONSTRUIRE DES DÉMOCRATIES PLUS ÉGALITAIRES : LA PARTICIPATION POLITIQUE ET LE LEADERSHIP DES FEMMES.....	29		
DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DE PARLAMERICAS À WASHINGTON, D.C.....	31		
L'AVENIR DU TRAVAIL ET DES DROITS DES TRAVAILLEURS : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.....	40		
JEUNES FEMMES DANS LE LEADERSHIP – GRENADE.....	42		

À PROPOS DE PARLAMERICAS



Est l'institution qui promeut la **DIPLOMACIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



Est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des pays d'Amérique du Nord, Centrale et Sud, et des Caraïbes



Facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



Intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



Promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, responsabilisation, participation citoyenne, et éthique et probité



Encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



Travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



Organise des consultations and développe des **PARTENARIATS MULTI-PARTIES PRENANTES** avec des jeunes leaders et des organisations de la société civile



Est basé à **OTTAWA, CANADA**

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS



Chères et chers collègues,

Alors que nous nous remémorons le travail important réalisé par notre organisation en 2024, c'est un privilège pour moi de vous faire part des faits saillants concernant les réalisations de ParlAmericas et de vous exprimer toute ma gratitude pour votre engagement à renforcer la diplomatie parlementaire

dans notre hémisphère. Avec ses défis et ses opportunités, cette année a réaffirmé ParlAmericas en tant que plateforme essentielle pour favoriser le dialogue, la collaboration et l'innovation parlementaires.

En 2024, ParlAmericas a consolidé son rôle de pont entre les parlements nationaux de l'hémisphère et le système interaméricain. En mars, une délégation parlementaire s'est rendue à Washington DC, pour rencontrer les principaux comités et secrétariats exécutif de l'Organisation des États américains (OEA). Durant ces réunions, nous avons présenté une proposition visant à institutionnaliser la participation parlementaire au sein de l'OEA, en soulignant l'engagement de ParlAmericas à favoriser le dialogue multilatéral et à aborder les priorités communes au sein de la région. Ce travail a abouti à l'adoption d'une résolution lors de la 54e Assemblée générale de l'OEA, soulignant l'importance du dialogue interparlementaire et établissant des mécanismes pour une collaboration plus étroite entre ParlAmericas et l'OEA.

De plus, la Chambre des sénateurs du Paraguay a eu l'honneur d'accueillir des amis et collègues parlementaires à Asunción, une ville chère à mon cœur, pour la 20e Assemblée plénière de ParlAmericas et la 8e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert. Cet événement conjoint a illustré l'esprit collaboratif de ParlAmericas, en réaffirmant le rôle fondamental des parlements dans la promotion des droits de la personne, de l'égalité des genres et de la participation citoyenne.

ParlAmericas a élargi ses domaines de travail pour aborder certaines des priorités les plus urgentes de l'hémisphère, comme la sécurité, la migration, le changement climatique et la transformation numérique. Face à de nouveaux défis, il est fondamental d'adopter une approche fondée sur la coopération régionale afin de créer des réponses coordonnées. À travers de véritables échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre parlementaires, nous pouvons élaborer des solutions législatives efficaces et novatrices.

ParlAmericas a démontré sa capacité à collaborer avec des partenaires régionaux et internationaux clés, donnant lieu à des partenariats efficaces. En novembre 2024, j'ai représenté ParlAmericas au Sommet des présidents de parlement du G20 (P20) au Brésil, où j'ai parlé de la promotion de l'égalité des genres et du développement durable en mettant en avant le rôle vital de la diplomatie parlementaire. La participation de ParlAmericas à ces initiatives reflète notre engagement à positionner les parlements comme des acteurs indispensables dans les efforts régionaux et internationaux. Nous avons hâte de continuer à élargir et à approfondir ces collaborations.

En regardant vers l'avenir, ParlAmericas est prête à participer activement au processus des Sommets des Amériques, guidée par le Plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique, qui comporte un mandat visant à promouvoir la participation parlementaire via ParlAmericas comme faisant partie intégrante du processus des Sommets. En 2025, pour honorer cette reconnaissance, nous allons faire la promotion d'activités visant à impliquer les parlementaires de façon significative dans les discussions liées au programme du Xe Sommet qui aura lieu en République dominicaine, assurant ainsi la contribution effective des parlementaires à ce processus.

Je vous invite à étudier et à diffuser ce document, qui détaille les résultats de nos efforts collectifs, les outils et les publications élaborés pour appuyer le travail législatif, et les dialogues qui ont eu lieu.

En terminant, je souhaite souligner l'importance de la solidarité continue et de la coopération multilatérale pour adresser les défis urgents de notre région. Ensemble et à travers notre engagement commun envers la démocratie, nous continuerons de bâtir un avenir plus équitable et prospère pour les Amériques et les Caraïbes.

Merci pour votre dévouement, vos contributions inestimables et votre soutien indéfectible.

Cordialement,
Blanca Ovelar

Sénatrice, Paraguay
Présidente de ParlAmericas

📧 SUIVEZ-MOI SUR X @OVELAR_BLANCA

MESSAGES DES PRÉSIDENTENCES DES RÉSEAUX DE PARLAMERICAS

🗣️ RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES



Chères et chers collègues,

En 2024, ParlAmericas a renforcé son leadership dans l'intégration transversale de la perspective de genre dans les agendas législatifs les plus prioritaires de la région. À travers des échanges parlementaires, nous avons abordé des questions telles que la gouvernance migratoire, le développement durable et l'utilisation des technologies émergentes, toujours selon une approche intersectionnelle et fondée sur les droits de la personne.

Tout au long de l'année, le RPEG a consolidé des partenariats clés avec des forums politiques de femmes dans la région, promouvant la participation politique des femmes dans des conditions d'égalité et sans violence. Nous avons également redoublé d'efforts dans le développement de programmes législatifs axés sur la jeunesse, en renforçant les capacités des futures dirigeantes politiques et en promouvant leur participation à la prise de décision.

Nous avons développé des outils innovants, tels que le [Tableau de bord des pratiques parlementaires pour l'égalité des genres](#), qui permet d'explorer l'évolution des politiques institutionnelles en matière d'égalité des genres dans les parlements. Cette réalisation a été rendue possible grâce au remarquable soutien technique du Réseau des fonctionnaires parlementaires pour l'égalité des genres.

Je vous remercie de votre engagement. Continuons à construire un avenir plus prospère pour toutes les personnes de notre hémisphère.

Cordialement,

Verónica Noemí Camino Farjat

Sénatrice, Mexique

Présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres

📧 SUIVEZ-MOI SUR X @VERONICACAMINO

🔍 RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT



Chères et chers collègues,

L'année 2024 a été marquée par des progrès importants pour le RPO dans son engagement à renforcer la gouvernance démocratique et à promouvoir les droits de la personne dans les Amériques et les Caraïbes. À travers des initiatives comme la rencontre annuelle du RPO et notre participation à la Conférence régionale Amérique ouverte, nous avons élargi la portée et la pertinence du modèle du parlement ouvert, et de l'analyse des effets des avancées technologiques pour aborder les défis et les opportunités de nos pays. Nous avons également promu des efforts avec les parlements des Caraïbes pour explorer le potentiel de l'économie numérique et promouvoir la transformation technologique dans cette région.

En ce sens, il convient de souligner le travail du Groupe numérique, qui a créé des espaces pour analyser la transformation numérique et l'effet des technologies émergentes comme l'intelligence artificielle (IA). De même, le Réseau de fonctionnaires parlementaires pour le parlement ouvert a exploré la façon dont l'IA peut optimiser les processus parlementaires, créant ainsi de nouvelles

opportunités pour l'efficacité et la transparence, la participation citoyenne et la responsabilité.

Dans le cadre de ce travail, nous avons tenu cette année une réunion sur des stratégies régionales en matière de sécurité, avec des dialogues importants sur la cybersécurité et les menaces numériques au sein de nos pays. La transformation numérique est essentielle et en tant que parlementaires, il nous incombe de garantir des cadres réglementaires protégeant les données et la confidentialité des personnes que nous représentons.

C'est avec optimisme que nous nous tournons vers l'année 2025, convaincus que ces avancées ouvrent de nouvelles portes pour renforcer nos démocraties.

Cordialement,

Javier Macaya Danús

Sénateur, Chili

Président du Réseau pour un parlement ouvert

📧 SUIVEZ-MOI SUR X @JAVIER MACAYA

MESSAGES DES PRÉSIDENCES DES RÉSEAUX DE PARLAMERICAS

RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA DURABILITÉ



Chères et chers collègues,

En 2024, le RPCCD a orienté ses discussions vers des enjeux critiques façonnant l'action climatique collective de notre région, comme la promotion d'une gouvernance environnementale à travers l'Accord d'Escazú, le déblocage des avantages économiques et sociaux des investissements dans les énergies renouvelables, le traitement de la mobilité humaine causée par le climat, et le renforcement de la prévention des catastrophes ainsi que de la réponse face à ces dernières, alors que les risques liés au climat augmentent.

Cette année, les membres du RPCCD ont participé activement à des forums régionaux et internationaux de haut niveau, comme la COP16 de la CNULCD, la COP29 de la CCNUCC, la COP16 de la CDB, la Conférence sur les PEID et le CIN-4. Lors de ces événements, les membres ont amplifié le discours parlementaire dans les espaces multilatéraux, en soulignant le rôle essentiel des législatures dans l'avancement de l'action pour le climat et la promotion de la gouvernance environnementale, tout en assurant la garantie que les accords internationaux se traduisent effectivement par des politiques nationales.

De plus, un nouveau partenariat avec le Conseil international des sciences nous a permis de lancer un programme pilote reliant des parlementaires avec d'éminents scientifiques, afin de promouvoir une législation basée sur des

données et de renforcer la capacité des parlementaires à aborder des problèmes climatiques complexes.

En 2025, la COP30 de la CCNUCC au Brésil représentera une occasion de taille pour les Amériques et les Caraïbes de faire preuve de leadership en matière d'action pour le climat. Les parlements joueront un rôle important dans le contrôle et la garantie de la conformité des Contributions déterminées au niveau national (CDN) aux engagements ambitieux pour l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

Le RPCCD reste déterminé à favoriser une collaboration inclusive et multisectorielle pour un hémisphère plus vert et plus durable respectant l'objectif des 1,5 °C de l'Accord de Paris.

Cordialement,

Rosa Galvez

Sénatrice, Canada

Présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité

 SUIVEZ-MOI SUR X @SENROSAGALVEZ

FINANCES ET ACTIVITÉS

Les opérations et activités menées par ParlAmericas durant l'année fiscale 2024 ont été financées grâce au soutien de nos parlements membres, nos partenaires et aux généreuses contributions du Gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada. ParlAmericas souhaite reconnaître et remercier sincèrement les contributions inestimables d'appui, d'expertise et de temps des parlements membres, des parlementaires individuel(le)s et des partenaires afin d'assurer la mise en œuvre fructueuse des programmes de ParlAmericas à travers l'année.

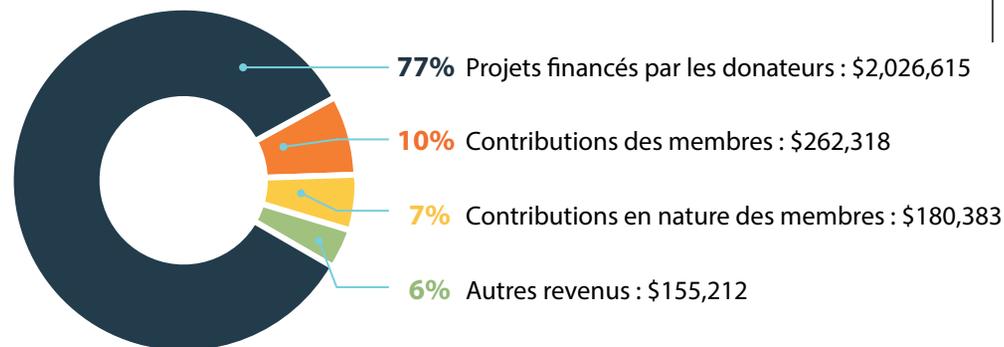
Note : Les contributions en nature dans les états financiers sont enregistrées lorsque les justes valeurs peuvent être estimées de façon raisonnable et que les documents pertinents sont fournis par les parlements membres. Nous reconnaissons que le montant présenté est une fraction de la valeur totale du soutien en nature fourni par les parlements membres dans le cadre des opérations de ParlAmericas. ParlAmericas maintient ainsi un registre de la valeur indicative des contributions totales à la programmation de ParlAmericas.

* Une petite quantité d'autres revenus enregistrés dans les états financiers de ParlAmericas provient de contributions en espèces de partenaires et a été reclassée en conséquence.

Source : Les états financiers vérifiés de ParlAmericas à compter du 17 septembre 2024, et le Rapport financier annuel correspondant préparé pour le Conseil d'administration et les parlements membres.

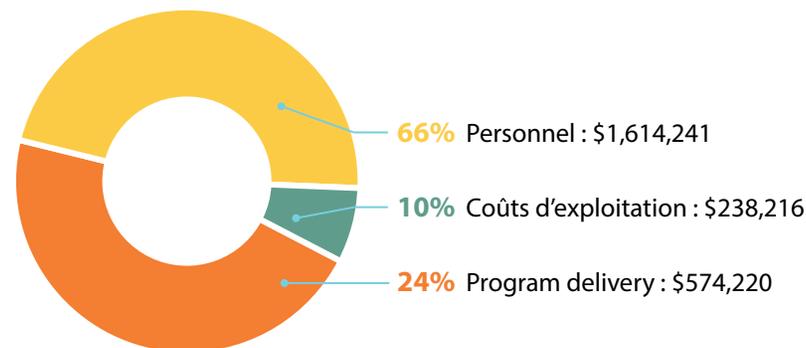
CONTRIBUTIONS

\$2,624,528



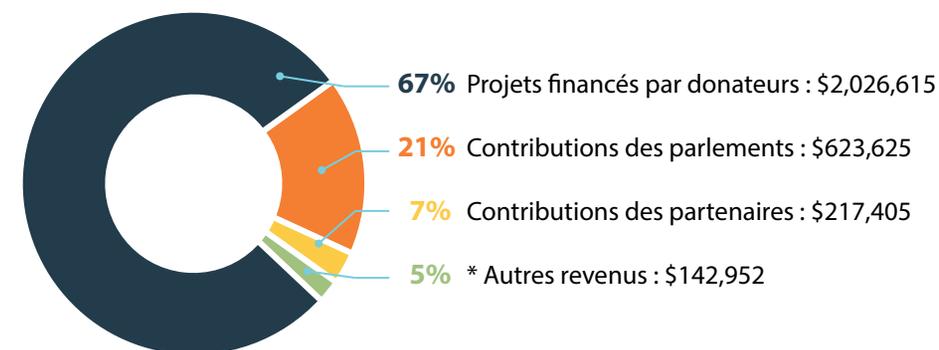
DÉPENSES

\$2,426,677



VALEUR INDICATIVE DES CONTRIBUTIONS TOTALES

\$3,010,597



CORPS LÉGISLATIFS NATIONAUX REPRÉSENTÉS DANS NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité exécutif du Conseil d'administration

(décembre 2022 - décembre 2024) :

Blanca Ovelar, Présidente

Sénatrice, Paraguay

Bridgid Annisette-George, Vice-présidente

Présidente de la Chambre des représentants, Trinité-et-Tobago

Verónica Noemí Camino Farjat, 2^e vice-présidente et présidente du Réseau

parlementaire pour l'égalité des genres

Sénatrice, Mexique

Javier Macaya, 2^e vice-président et président du Réseau pour un parlement ouvert

Sénateur, Chili

Rosa Galvez, 2^e vice-présidente et présidente du Réseau parlementaire sur le

changement climatique et la durabilité

Sénatrice, Canada

ParlAmericas est une organisation dirigée par des parlementaires pour des parlementaires. Son conseil d'administration est composé de pays d'Amérique du Nord, centrale, Sud et des Caraïbes. En outre, le Conseil inclut les membres suivants : le pays hôte de la prochaine Assemblée plénière, la/le président(e) précédent de ParlAmericas, les directeurs(trices) de la Corporation de ParlAmericas, des membres d'office du Secrétariat international de ParlAmericas et du Secrétariat général de l'Organisation des États Américains. Chaque réseau est gouverné par un Comité exécutif élu, composé d'un(e) président(e) et des Vice-président(e)s sous-régionaux représentant l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, et les Caraïbes.

Plus d'informations sur notre Conseil d'administration et nos comités exécutifs

sont disponibles sur notre site Web : <https://parlAmericas.org/conseil-dadministration/?lang=fr>



ORGANISMES PARTENAIRES

10



MÉCANISMES DE COLLABORATION



Le **Groupe de travail interaméricain sur l'autonomisation et le leadership des femmes** est un mécanisme de coordination qui renforce

les engagements et les stratégies pour promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes. Il est composé d'institutions interaméricaines et internationales clés, qui travaillent dans différents secteurs et à plusieurs niveaux.



Le **Réseau numérique pour un parlement ouvert** (OPeN) offre une tribune aux parlementaires qui défendent l'ouverture législative en servant comme

membre du Conseil de leadership parlementaire du réseau. Ces efforts se fondent sur les accomplissements du Groupe de travail pour l'ouverture législative du PGO, en rassemblant des organisations internationales qui sont engagées à promouvoir l'ouverture législative.



MÉCANISMES DE COLLABORATION



Le **groupe parlementaire de la CCNUCC** soutient la participation parlementaire aux COP. En tant que membre fondateur du groupe parlementaire de la CCNUCC, ParlAmericas facilite la participation des parlementaires au processus des COP et aux réunions de la CCNUCC avec l'appui de GLOBE International, point focal du groupe parlementaire.



La **Coalition pour l'économie circulaire d'Amérique latine et des Caraïbes** est une plateforme régionale œuvrant pour sensibiliser sur l'économie circulaire, améliorer la coopération entre les parties prenantes et apporter une assistance technique pour l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'économie circulaire ainsi que d'une consommation et d'une production durables.



Le **Front parlementaire contre la faim d'Amérique latine et des Caraïbes** est un réseau de plus de 400 parlementaires de l'hémisphère qui œuvrent pour faire de l'alimentation et de l'agriculture des priorités nationales pour le développement durable. Ces deux organisations ont signé un protocole d'entente définissant les directives pour conjuguer leurs efforts dans la lutte contre la faim et la malnutrition et pour renforcer la souveraineté alimentaire dans les Amériques et les Caraïbes.



Le **Groupe d'experts sur les parlements et la politique numérique**, organisé par l'UIP et le PNUD, est un espace mondial réunissant des parlementaires, du personnel parlementaire, des universitaires et des représentants d'organisations internationales pour échanger des informations, des bonnes pratiques et des ressources afin d'appuyer les parlements dans leur travail lié à la politique numérique, à la transformation numérique et à l'intelligence artificielle, entre autres sujets.

2024 EN UN COUP D'ŒIL

Janvier

24 - 25

Participation au Programme virtuel pour les fonctionnaires parlementaires des Caraïbes de 2024 organisé par la Section du Royaume-Uni de l'Association parlementaire du Commonwealth

Mars

5

Rencontre régionale virtuelle des Forums des femmes dans les partis politiques : « Créer des démocraties plus égalitaires : La participation politique et le leadership des femmes »

6

Réunion virtuelle du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour un parlement ouvert de ParlAmericas

12 - 14

Délégation parlementaire de ParlAmericas à Washington, D.C., États-Unis

13

Réunion virtuelle du Réseau des fonctionnaires parlementaires de ParlAmericas sur le changement climatique et la durabilité

22

Dialogue virtuel « L'avenir du travail et des droits des travailleurs : défis et opportunités de l'intelligence artificielle » organisé par le Groupe numérique de ParlAmericas

Avril

24 - 26

Participation au Dialogue politique-universitaire ibéro-américain #FoodFirst organisé par le Front parlementaire contre la faim d'Amérique latine et des Caraïbes et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Antigua, Guatemala

Mai

8 - 10

20e Assemblée plénière de ParlAmericas et 8e réunion du Réseau du Parlement ouvert « Construire des partenariats pour renforcer la démocratie et promouvoir les droits de la personne », organisées avec la Chambre des sénateurs du Congrès de la République du Paraguay

16 - 17

Participation au groupe consultatif sur la Loi modèle interaméricaine de la Commission interaméricaine des femmes (CIM) sur la parité dans la vie publique et politique

25 - 27

Participation au Forum sur l'égalité des genres dans les petits États insulaires en développement (PEID) et à la 4e Conférence internationale sur les PEID à Saint John's, Antigua-et-Barbuda

29

Participation au Programme de leadership des jeunes femmes habilitées à servir (YES!) organisé par le caucus des femmes parlementaires de Trinité-et-Tobago (WPTT)

Juin

12 - 14

Participation à la deuxième édition de LegisTech « Intelligence artificielle dans les parlements » organisée par la Chambre des députés du Chili et Bússola Tech, à Valparaiso, Chili

25

Réunion nationale pour le personnel parlementaire sur les parlements ouverts, inclusifs et durables, organisée avec la Chambre des députés du Paraguay; et pour les femmes parlementaires sur la parité organisée avec la Chambre des sénateurs du Paraguay et la CIM

25 - 27

Participation à la 54e Assemblée générale de l'OEA à Asunción, Paraguay

26 - 28

Participation au Premier congrès international sur l'État ouvert et la gouvernance, organisé par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC), le Réseau académique international pour le gouvernement ouvert (RAGA) et l'Université nationale de Costa Rica (UNA)

Juillet	10 - 11	Rencontre interparlementaire « Au-delà des frontières : stratégies de sécurité régionale », organisée avec le Congrès de la République du Pérou
	15	Sessions parlementaires simulées organisées avec le programme Jeunes femmes dans le leadership (YWiL) - Grenade, l'Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL), le Chapitre national de CIWiL à Grenade et les chambres du Parlement de Grenade
Août	8	Réunion virtuelle « Tisser les liens : Actions parlementaires pour faire avancer les accords internationaux sur les PEID et l'égalité des genres » organisée avec le Bureau multi-pays d'ONU Femmes pour les Caraïbes et CIWiL
	13	Réunion virtuelle du Réseau de fonctionnaires parlementaires de ParlAmericas pour un Parlement ouvert
	13 - 14	Participation au sommet international « Intelligence artificielle : Défis technologiques pour le développement » à Lima, Pérou
	28	Réunion virtuelle du Réseau des fonctionnaires parlementaires de ParlAmericas sur le changement climatique et la durabilité
	30	Réunion virtuelle « Stratégies législatives pour renforcer la gouvernance de l'identité numérique » organisée par le Caucus numérique de ParlAmericas

Septembre

- 7 - 8** Rencontre interparlementaire « Le rôle des parlements dans la transformation des économies numériques dans les Caraïbes » organisée avec le Partenariat pour la démocratie de la Chambre des représentants des États-Unis (HDP) et avec l'appui de l'Institut national démocratique (NDI), l'Institut républicain international (IRI), USAID, CARICOM et l'Université internationale de Floride
- 24** Réunion virtuelle du Réseau de fonctionnaires parlementaires de ParlAmericas pour l'Égalité des genres
- 25** Réunion virtuelle « Action parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et pour la préparation de la réponse dans les Caraïbes », organisée avec le Bureau régional des Amériques et des Caraïbes de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), le Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes et le Bureau multi-pays du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les Caraïbes
- 26** Réunion nationale sur l'IA et son impact sur la transparence parlementaire organisée avec le NDI Colombie et la Direction de la transparence de la Chambre des députés d'Argentine

Octobre

- 2** Réunion nationale pour les femmes parlementaires sur la participation politique; et pour le personnel parlementaire sur la participation citoyenne inclusive organisée avec le Congrès du Guatemala
- 3 - 4** Participation au dialogue international régional « Comment prévenir le recul démocratique en Amérique latine ? Expériences et initiatives pour renforcer les institutions et la résilience démocratique », à Antigua, Guatemala
- 18** Participation à la consultation d'experts de l'UIP/PNUD sur l'engagement parlementaire dans la politique numérique
- 23 - 25** 8e Rencontre du Réseau parlementaire de ParlAmericas sur le changement climatique et la durabilité et 16e Rencontre du Réseau parlementaire de ParlAmericas pour l'égalité des genres « La migration dans un contexte de difficultés sociales et environnementales », organisées avec l'Assemblée législative du Costa Rica et le Forum des présidents des Assemblées législatives d'Amérique centrale et des Caraïbes (FOPREL)

Octobre	23 octobre au 1er novembre	Participation à la 16e Conférence des Parties (COP16) de la Convention sur la diversité biologique à Cali, Colombie
	25	Participation et partenariat à la réunion « Promouvoir la participation politique des femmes dans des conditions d'égalité et sans violence », organisée par le Forum des femmes dans les partis politiques du Costa Rica et le Tribunal électoral suprême du Costa Rica
	30 - 31	Participation au XVIe Forum ministériel pour le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes à Bridgetown, Barbade
	30 - 31	Participation à la rencontre régionale des parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes « Vers une démocratie inclusive, juste, durable et paritaire » à Panama City, Panama
Novembre	6 - 8 et 15	Participation au 10e sommet des présidents des parlements du G20 (P20) et au sommet social du G20 à Brasilia, Brésil
	12 - 18	Participation à la 29e Conférence des Parties (COP29) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Bakou, Azerbaïdjan
	18 - 19	Participation et partenariat à la première édition caribéenne du « Cours pour les candidats aux élections » organisé par la CIM/OEA et le CIWiL et le gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago

Novembre

- 20** Réunion virtuelle « Outils d'IA pour les parlements » organisée avec le HDP et la Fondation POPVOX
- 22** Réunion nationale « Créer des espaces numériques sûrs, inclusifs et sans violence » organisée avec l'Assemblée nationale du Panama et le Ministère de la Femme de la République du Panama, en collaboration avec le Forum des femmes dans les partis politiques du Panama (FONAMUPP), l'Association des femmes parlementaires et anciennes parlementaires du Panama (APARLESPA) et IRI
- 27** Participation au programme Mission 1.5 pour les jeunes femmes leaders costariciennes « Parlement des jeunes femmes pour le climat »
- 28** Participation au forum législatif « Paix et sécurité à l'ère de l'intelligence artificielle » organisé par la Chambre des représentants de Colombie

Décembre

- 3 - 5** Participation à la conférence régionale Amérique ouverte et co-organisation de la journée du Parlement ouvert « Parlement ouvert et innovations pour l'avenir », avec la Chambre des députés du Brésil et le Réseau mondial du Parlement ouvert (OPeN) à Brasilia, Brésil
- 4 - 6** Réunion parlementaire « Adapter le travail parlementaire aux besoins des femmes et des hommes » organisée avec le Parlement de Trinité-et-Tobago, Femmes de l'ONU dans les Caraïbes et le CPA
- 11 - 12** Participation à la réunion de haut niveau pour célébrer le 30e anniversaire du premier Sommet des Amériques à Punta Cana, en République dominicaine
- 12 - 13** Participation à la VIIe Réunion des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la science et de la technologie de l'OEA (VIIe REMCYT) à Washington, D.C., États-Unis

RESSOURCES ET PUBLICATIONS

ParlAmericas élabore des ressources spécialisées pour les parlementaires et les parties prenantes, en lien avec les sujets prioritaires de l'hémisphère traités par les législatures, ainsi qu'avec les thèmes privilégiés des réseaux de ParlAmericas.

Ci-dessous, une sélection de ressources clés utilisées dans les activités de cette année est présentée. Ces matériaux sont mis à disposition lors de nos réunions et par le biais de notre [site web](#).



Informations sur la navigation en ligne : Conseils et astuces pour la recherche parlementaire *(en anglais)*



Une gouvernance inclusive de la migration dans les Amériques et les Caraïbes : Précis destiné aux parlementaires



Plaider la cause : Considérations clés sur le genre pour relever les défis du développement dans les PEID des Caraïbes *(en anglais)*



Exposé de politique pour légiférer sur la violence sexuelle avec une approche axée sur le consentement



Abonnez-vous au [podcast ParlAmericas](#), pour écouter les sessions de nos rencontres.



Abonnez-vous à la [chaîne de ParlAmericas](#), où vous pouvez accéder au contenu vidéo de nos réunions.

TABLEAUX DE PARLAMERICAS

ParlAmericas continue d'élargir et d'améliorer sa suite de tableaux de bord conçus pour mettre en valeur et suivre les progrès des initiatives législatives clés. Ces outils permettent aux parlementaires et autres parties prenantes d'explorer et de comparer des données nationales sur des thèmes prioritaires.



Tableau de bord des pratiques parlementaires pour l'égalité des genres

Explorez les pratiques sensibles au genre adoptées par les parlements nationaux des Amériques et des Caraïbes grâce à ce tableau de bord interactif. Les utilisateurs peuvent naviguer parmi les données via une carte dynamique et des graphiques, ainsi qu'accéder à des informations détaillées sur les bonnes pratiques et politiques actuellement en vigueur.



Outil d'engagements pour un parlement ouvert

Suivez et comparez les progrès réalisés sur les engagements en matière de parlement ouvert par les législatures des Amériques et des Caraïbes. Ce tableau de bord présente des données téléchargeables et des indicateurs visuels intuitifs relatifs à l'état des engagements selon les piliers de la Feuille de route du ParlAmericas pour l'ouverture législative 2.0.



Cartographie des stratégies environnementales et des initiatives de durabilité

Consultez les détails des stratégies et plans environnementaux et climatiques adoptés par les gouvernements des Amériques et des Caraïbes. Cette ressource complète systématise les informations relatives à la biodiversité, à la désertification, à l'économie circulaire, à la représentation des femmes dans les espaces de négociation climatique et bien plus encore.

LIVRES POUR ENFANTS

Au cours des dernières années, ParlAmericas a collaboré avec les parlements membres et des organismes partenaires de la société civile pour publier des livres pour enfants que les parlementaires peuvent utiliser dans leurs activités de communication pour échanger avec les jeunes sur ce que signifie servir leur communauté.

En 2024, ParlAmericas s'est associé à la Direction générale du développement institutionnel et de la coopération externe de la Chambre des sénateurs du Paraguay pour produire **Yerutí et les super-héros de la planète**. Cette histoire, disponible en [espagnol](#) et en [guarani](#), explique le fonctionnement du parlement ainsi que des concepts liés au changement climatique et au leadership de manière accessible aux enfants.

Visitez le [site web](#) de ParlAmericas pour lire ce livre et d'autres, bien comme pour accéder à des matériaux complémentaires comme des guides pédagogiques.





RAPPORTS D'ACTIVITÉS



ÉVÉNEMENT : 20e Assemblée plénière de ParlAmericas et 8e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert

THÈME : Démocratie, droits humains, gouvernance numérique inclusive, diplomatie parlementaire, parlement ouvert

DATES : 8, 9 et 10 mai 2024

LIEU : Asunción, Paraguay

PARTICIPANTS : Plus de 90 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, spécialistes, représentants d'organisations internationales, d'organisations de la société civile et d'universités provenant de 22 pays des Amériques et des Caraïbes

HÔTE : Chambre des sénateurs du Paraguay



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 16 et 17.



Construire des alliances pour renforcer la démocratie et promouvoir les droits humains

La réunion a fourni un espace pour l'échange d'actions et de stratégies liées à la démocratie et aux droits humains, en tenant compte des défis et des opportunités pour l'avenir, des mécanismes parlementaires pour la promotion des droits de la personne, du pluralisme des médias et de l'impact des nouvelles technologies sur la gouvernance numérique. En outre, les dialogues sur la participation démocratique et inclusive ont été encouragés, et des stratégies visant à renforcer la coopération régionale ont été explorées, ratifiant l'importance de la diplomatie parlementaire en tant que mécanisme de construction d'un consensus sur la base de principes démocratiques partagés.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- Sénateur **Silvio Ovelar** (Paraguay), président du Congrès national
- L'honorable représentante **Catherine Juvinao** (Colombie), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas

Dialogues modérés par :

- L'honorable sénateur **René Cormier** (Canada), vice-président pour l'Amérique du Nord du Réseau pour un parlement ouvert
- Sénatrice **Esperanza Martínez** (Paraguay)
- Député **Rodrigo Goñi** (Uruguay), président de la Commission sur l'avenir
- Sénateur **Osbert Frederick** (Antigua et Barbuda), vice-président du Sénat
- L'honorable **Julie Lashell Adderley** (Bahamas), présidente du Sénat
- Honorable **Arthur E. Holder** (Barbade), président de l'Assemblée législative et membre du Conseil de ParlAmericas
- Députée **Nathalie Sinclair-Desgagné** (Canada)
- L'honorable **Carolyn Trench-Sandiford** (Belize), présidente du Sénat et membre du Conseil de ParlAmericas

Spécialistes :

- **Marta Lagos**, directrice et fondatrice, Latinobarómetro Corporation
- Dre. **Rosina Wiltshire**, spécialiste du développement international et des droits de la personne
- Dre. **María Fernanda Boidi**, directrice du travail sur le terrain et des partenariats régionaux, LAPOP Lab de l'université de Vanderbilt
- **Renee Atwell**, fondatrice et directrice exécutive, Girls of Impact
- **Francisco Samaniego**, coordinateur exécutif de projet, Centre d'information et de ressources sur le développement - CIRD
- **Ernesto Fernández Polcuch**, directeur régional et représentant de l'UNESCO en Argentine, Bolivie, Paraguay et Uruguay
- **Lorena Zapata**, directrice de la publication, Esfera Pública
- **Lika Døhl Diouf**, Chargé de gestion de programme associé, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes - CEPALC
- **Jorge Srur**, directeur régional Sud, CAF - Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes
- **Valentina Muñoz Rabanal**, fondatrice, Association des jeunes femmes pour les idées
- **María Celina Conte**, directrice, Secrétariat des Sommets des Amériques, Organisation des États Américains - OEA
- **Jimena Arias Feijóo**, chargée des Affaires sociales au Secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes - CEPALC

Discours de clôture :

- Sénateur **Derlis Maidana** (Paraguay), membre de la Commission spéciale sur le parlement ouvert



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT
VIDÉO](#)



[GALERIE](#)



[LIVRE POUR
ENFANTS](#)



[ÉPISODE DE
PODCAST](#)



Sénateur **Silvio Ovelar** (Paraguay), président du Congrès national

"Notre union renforce non seulement la démocratie et le dialogue entre les nations, mais elle nous permet également de partager nos expériences et de trouver des solutions communes aux défis auxquels nous sommes confrontés en tant que région".



L'honorable représentante **Catherine Juvinao** (Colombie), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

"Les défis sont nombreux et cette réunion, en partageant nos expériences, nos connaissances et nos programmes législatifs, nous permettra certainement de retourner dans chacun de nos congrès, parlements et pays avec des idées, des itinéraires et des voies claires pour faire face à cette crise de la démocratie et à la crise des droits de la personne".



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas

"En tant que représentants de nos concitoyens, nous nous sentons obligés de faire cause commune pour défendre et promouvoir la démocratie, ses institutions, ses réalisations et ses acquis. [...] La démocratie reste le meilleur modèle pour garantir le cadre des libertés, dans lequel les sociétés peuvent atteindre la paix, la prospérité, l'égalité, le développement inclusif et la sécurité".



Dre. **Rosina Wiltshire**, spécialiste du développement international et des droits de la personne

"Une recherche d'ONU Femmes montre que lorsque les femmes occupent des postes de décision, les questions politiques négligées qui sont fondamentales pour les droits de la personne, la démocratie et la paix ont tendance à se voir accorder une plus grande priorité, de sorte que nous avons plus de chances de relever les défis s'il y a plus de femmes aux postes de direction".



L'honorable **Julie Lashell Adderley** (Bahamas), présidente du Sénat

"Pour garantir un débat politique et social inclusif et démocratique, il est essentiel de plaider en faveur du pluralisme des médias, d'un large espace civique et de la limitation de la désinformation et des discours de haine, car ces derniers peuvent également influencer les processus démocratiques".



L'honorable sénateur **René Cormier** (Canada), viceprésidente por NorTEAMÉRIQUE de la Red de Parlamento Abierto de ParlAmericas

"En tant que parlementaires, nous avons une responsabilité essentielle et une opportunité importante d'œuvrer, à travers les différents angles et fonctions de nos rôles, au renforcement de la démocratie et à la promotion et à la protection des droits de la personne".



María Celina Conte, directrice, Secrétariat des Sommets des Amériques, Organisation des États Américains - OEA

"C'est à travers le processus des sommets que les parlementaires disposent d'une fenêtre d'opportunité fondamentale pour pouvoir non seulement influencer la préparation et l'identification des priorités que les États transforment en mandats convenus pour la région, mais surtout pour la phase de mise en œuvre afin de convertir et de traduire concrètement ces mandats, ces engagements en politiques publiques ou de promouvoir la législation".



Députée **Duda Salabert** (Brésil)

"Si nous voulons approfondir la défense de la démocratie, cela signifie plus de diversité au sein du Parlement, car sans démocratie, nous savons qu'il n'y aura pas de forêts. Sans démocratie, il n'y a pas de droits de la personne, sans démocratie, il n'y a pas de diversité, sans démocratie, il n'y a pas de développement durable".



Valentina Muñoz Rabanal, fondatrice, Association des jeunes femmes pour les idées

"Lorsque nous parlons de gouvernance numérique, nous finissons toujours par évoquer des dilemmes d'autorité et de pouvoir. C'est pourquoi il est si important et nécessaire de se concentrer sur les groupes qui ont été historiquement marginalisés et isolés dans le monde, tels que les enfants et les adolescents, et les femmes. En effet, les jeunes femmes font l'objet d'une double discrimination : le centrage sur les adultes et les stéréotypes de genre".



Au cours de la réunion, de nouveaux membres ont été élus aux postes vacants du Conseil ParlAmericas et du Comité exécutif du Réseau pour un parlement ouvert.

Les parlements suivants ont été élus au Conseil ParlAmericas :

Représentants des Caraïbes

- Dominique
- Sainte-Lucie

Représentants de l'Amérique centrale

- Belize
- Guatemala
- Panama

Représentants de l'Amérique du Sud

- Chili
- Pérou

Le Comité exécutif du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas est constitué comme suit :

Président

- Sénateur **Javier Macaya Danús** (Chili)

Première vice-présidente – Amérique du Nord

- Sénatrice **Bertha Alicia Caraveo Camarena** (Mexique)

Deuxième vice-président – Amérique du Nord

- L'honorable sénateur **René Cormier** (Canada)

Première vice-présidente – Amérique centrale

- Députée **Luz Mary Alpízar** (Costa Rica)

Deuxième vice-président – Amérique centrale

- Membre de l'Assemblée nationale **Corina Cano Córdoba** (Panama)

Première vice-présidente – Amérique du Sud

- L'honorable représentante **Catherine Juvinao** (Colombie)

Deuxième vice-présidente – Amérique du Sud

- Membre de l'Assemblée nationale **Luzmila Abad Morocho** (Équateur)

Vice-président – Caraïbes

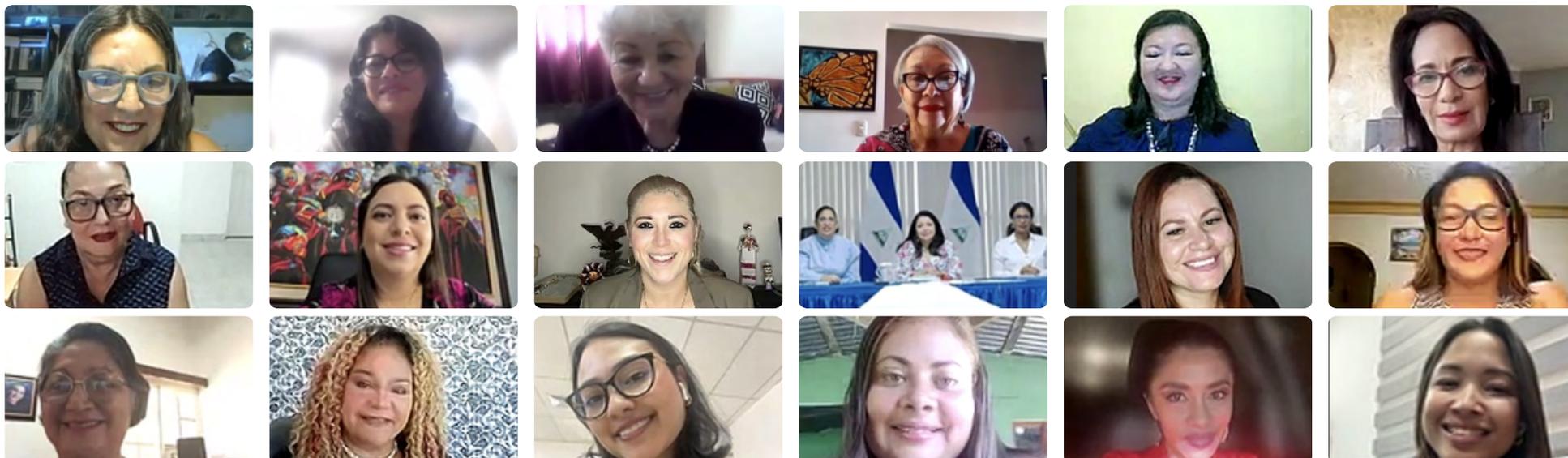
- L'honorable **Leo Cato** (Grenade), président de la Chambre des représentants



DÉCLARATION

Durant la rencontre, les parlementaires ont adopté une déclaration qui comprend, entre autres engagements :

- Utiliser notre travail législatif pour protéger vigoureusement la démocratie, les droits de la personne, l'égalité des genres et l'État de droit, guidés par nos convictions basées sur le dialogue politique coopératif, l'établissement de consensus, la résolution pacifique des contentieux et le maintien de la paix et de la sécurité.
- Unir nos efforts face aux défis croissants que connaissent la démocratie et les droits de la personne dans le monde entier, en refusant les autoritarismes, la corruption et les tentatives d'affaiblir l'État de droit, et en participant à un dialogue politique coopératif et inclusif.
- Renforcer et mettre à jour les lois électorales et sur les partis politiques selon des principes d'impartialité, de neutralité, d'inclusion, de représentation, de transparence et d'égalité, en tenant compte des recommandations de missions d'observation électorale et d'organisations de la société civile.
- Développer des réformes légales en soutien aux droits politiques des femmes pour promouvoir la parité et intégrer des dispositions pour le financement des candidatures de femmes, et renforcer le contrôle politique concernant le respect des normes existantes pour garantir une participation politique des femmes dans des conditions d'égalité et sans violence.
- Renforcer et élargir l'espace civique et les mécanismes de participation citoyenne, surtout dans le travail parlementaire, de sorte que les processus décisionnels tiennent compte des points de vue et des contributions des citoyens, en particulier de groupes historiquement exclus des affaires publiques, comme, entre autres, les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les personnes afrodescendantes, les personnes en situation de handicap, et les personnes âgées.
- Participer activement aux différents espaces multilatéraux du système interaméricain via ParlAmericas pour, grâce à la diplomatie parlementaire, influencer l'impact des décisions internationales sur le bien-être des citoyens, échanger des bonnes pratiques législatives pour mettre en place des mesures concertées traitant des problématiques communes, et appuyer la formation de consensus autour de principes démocratiques partagés.



THÈMES : Leadership et participation politique des femmes, violence politique basée sur le genre, parité

DATE : 5 mars 2024

LIEU : Virtuel

PARTICIPANTS : Plus de 70 femmes parlementaires, ex-parlementaires et représentantes d'organisations de femmes issues de partis politiques d'Amérique centrale et de la République dominicaine



Cette activité est alignée sur les ODD 5, 16 et 17.



Construire des démocraties plus égalitaires : la participation politique et le leadership des femmes

Dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale de la femme et dans le suivi de la [Première rencontre régionale des forums des femmes des partis politiques](#), cette session a présenté les normes interaméricaines visant à prévenir et à éradiquer la violence politique fondée sur le genre. En même temps, des stratégies pour atteindre la parité dans les sphères de la représentation politique ont été présentées, en abordant les défis et les opportunités pour les femmes dans la réalité d'aujourd'hui.

Les forums de femmes des partis politiques ont partagé leurs expériences et leurs bonnes pratiques afin de renforcer leur rôle en tant qu'organisations clés pour la promotion de l'égalité entre les genres dans la région.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- Sénatrice **Verónica Noemí Camino Farjat** (Mexique), Présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas

Panélistes :

- **Luz Patricia Mejía**, Secrétaire technique du Mécanisme de suivi de la Convention de Belém do Pará (MESECVI) de la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains
- **Marcela Durrieu** (Argentine), ex-parlementaire et fondatrice du collectif Ojo Paritario

Modératrices :

- Membre du Congrès **Andrea Villagrán** (Guatemala), vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas
- Membre de l'Assemblée législative **Carolina Delgado** (Costa Rica), Présidente de la Commission permanente spéciale sur les femmes, Présidente du Front des femmes des partis politiques du Costa Rica et membre du Conseil de ParlAmericas

Remarques finales :

- Membre de l'Assemblée nationale **Karla Nuñez** (Nicaragua)
- Membre de l'Assemblée nationale **Shaira Natasha Downs Morgan** (Nicaragua)

PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA RÉUNION :

- Pour protéger et promouvoir les droits politiques des femmes, il est essentiel de lutter contre la violence politique basée sur le genre et d'assurer la parité.
- Les **stratégies clés** comprennent l'identification de la violence à l'égard des femmes dans les rôles publics, la reconnaissance de ses différentes formes (telles que le ridicule, l'humiliation, la masculinisation, la sexualisation, l'invisibilisation et la déshumanisation, basées sur des logiques patriarcales), le démantèlement des stéréotypes de genre dans le discours public, la promotion de l'engagement au sein des partis politiques (sur la base du [modèle de protocole](#), en espagnol), la construction de réseaux pour promouvoir le leadership politique des femmes, l'engagement des hommes en tant qu'alliés pour l'égalité entre les genres.
- Les États ont l'obligation d'élaborer des réglementations qui garantissent aux femmes une vie sans violence (pour guider ce processus, il existe des normes régionales, telles que la [Loi type interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'éradication de la violence contre les femmes dans la vie politique](#) (en anglais)) et qui favorisent leur participation active aux débats et aux processus électoraux.
- Les **lois sur les quotas** sont des actions positives qui reconnaissent l'inégalité dans l'accès des femmes à la fonction publique et sont établies en tant que mesures temporaires pour garantir que l'accès des femmes à la fonction publique n'est pas inégal. La **parité**, en revanche, est un principe d'organisation permanent de l'activité politique, qui permet une participation égale sans discrimination de genre.
- Les **Forums et les fronts des femmes des partis politiques** doivent être consolidés en tant qu'espaces sûrs permettant de partager les expériences et les bonnes pratiques dans la sphère des partis afin d'institutionnaliser les mécanismes de promotion de l'égalité et de respect des droits politiques des femmes, en réalisant des changements significatifs au sein des partis.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[ENREGISTREMENT
VIDÉO](#)



[ÉPISODE DE
PODCAST](#)



 **THÈMES** : Diplomatie parlementaire, Organisation des États américains, système interaméricain

 **DATES** : Du 12 au 14 mars 2024

 **LIEU** : Washington D.C., États-Unis d'Amérique

 **PARTICIPANTS** : Délégation parlementaire constituée de 22 parlementaires représentant 17 parlements des Amériques et des Caraïbes



Cette activité s'aligne avec les ODD 16.



Délégation parlementaire de ParlAmericas à Washington, D.C.

ParlAmericas a envoyé une délégation parlementaire à Washington D.C. dans le but de consolider davantage ses liens de collaboration institutionnelle avec l'Organisation des États américains (OEA) et de tenir des dialogues de haut niveau avec des membres du Congrès des États-Unis d'Amérique et des représentants d'organisations partenaires basées dans cette ville.

Le programme de la délégation prévoyait également la participation à une session conjointe spéciale du Comité des questions juridiques et politiques, ainsi que du Comité sur la gestion des Sommets interaméricains et la participation de la société civile aux activités de l'OEA sur la coopération législative. ParlAmericas y a présenté une proposition pour renforcer davantage la participation parlementaire au sein de l'OEA, proposition accueillie favorablement par les États membres.



SESSIONS INFORMATIVES AVEC LES SECRÉTARIATS DE L'OEA

(12, 13 et 14 mars)

La délégation a participé à une série de discussions avec des représentants de différents Secrétariats de l'OEA, afin de mieux connaître en grands détails leur travail et d'échanger des réflexions sur des sujets essentiels pour l'agenda régional, comme la lutte contre la criminalité transnationale, le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, la progression de l'égalité des genres, la promotion des droits de la personne, l'action climatique et le développement économique durable.

Dialogue avec le Secrétariat au renforcement de la démocratie

- **Francisco Guerrero**, secrétaire au renforcement de la démocratie et membre d'office du Conseil d'administration de ParlAmericas

Dialogue avec le Secrétariat à la sécurité multidimensionnelle

- **Gastón Schulmeister**, directeur du Département contre la criminalité organisée transnationale

Dialogue avec le Secrétariat exécutif au développement intégré

- **Cesar Parga**, responsable, Compétitivité, innovation et technologie
- **Jesús Giacoman**, directeur du Département du développement humain, de l'éducation et de l'emploi

Dialogue avec le Secrétariat aux questions continentales

- **María Fernanda Trigo**, directrice du Département de l'administration publique efficace

Dialogue avec le Secrétariat exécutif de la Commission interaméricaine des femmes (CIM)

- **Marta Martínez**, spécialiste du Secrétariat exécutif de la CIM
- **Beatriz Piñeres**, spécialiste du Secrétariat exécutif de la CIM
- **Yasmin Solitahe Odlum**, spécialiste du Secrétariat exécutif de la CIM

Dialogue avec le Secrétariat exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)

- **María Claudia Pulido**, secrétaire adjointe au Suivi, à la coopération et à la promotion
- **María Clara Nazar**, spécialiste, Coopération technique et politiques publiques

Dialogue avec le Secrétariat à l'accès aux droits et à l'équité

- **Maricarmen Plata**, Secrétariat à l'accès aux droits et à l'équité



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[GALERIE DE
PHOTOS](#)



SESSIONS INFORMATIVES AVEC LES SECRÉTARIATS DE L'OEА

(12, 13 et 14 mars)





VISITE AU CAPITOLE (12 mars)

Réunion avec le sénateur Ben Cardin et le sénateur Roger Wicker

La réunion, avec le sénateur Ben Cardin (Démocrate, État du Maryland), président de la Commission des relations étrangères, et le sénateur Roger Wicker (Républicain, État du Mississippi), membre sénior de la Commission des forces armées, s'est concentrée sur plusieurs échanges antérieurs entre les sénateurs et les représentants de ParlAmericas sur la nécessité de renforcer la participation parlementaire dans l'OEA.

Sur la base de ces discussions et avec cet objectif commun, le sénateur Ben Cardin et le sénateur Roger Wicker et les membres de la délégation ont échangé leurs points de vue concernant le rôle de ParlAmericas en tant qu'instance articulant la participation parlementaire dans l'OEA.

La délégation de ParlAmericas a réitéré sa volonté de travailler avec le Congrès des États-Unis d'Amérique sur des solutions concertées aux problèmes critiques affectant l'hémisphère.

Visite au Congrès organisée en collaboration avec le Partenariat pour la démocratie de la Chambre des représentants des États-Unis

Le Partenariat pour la démocratie de la Chambre des représentants des États-Unis a organisé une visite au Congrès des USA, comprenant une réunion avec la représentante **Sydney Kamlager-Dove** (Démocrate, État de Californie). Durant cette rencontre avec la représentante Kamlager-Dove, les participants ont abordé des sujets comme le rôle des États-Unis dans la région, les priorités de l'agenda politique dans l'hémisphère, et l'importance de la participation parlementaire dans des instances régionales multilatérales.

Dans le cadre de la visite au Congrès des États-Unis, la délégation a également eu l'occasion de bénéficier d'une visite guidée du Capitole.





SESSIONS DE DIALOGUE (12 mars)

Table ronde avec le Partenariat pour la démocratie de la Chambre des représentants des États-Unis, l'Institut national démocratique et l'Institut républicain international

Cette table ronde, consacrée à l'analyse du rôle de la diplomatie parlementaire en tant que protectrice de la démocratie, a été accueillie par la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas, et **Thomas Hastings**, chef de mission adjoint de la Mission permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'OEA.

Ce dialogue a été enrichi par les réflexions de l'honorable **Ileana Ros-Lehtinen**, ancienne membre du Congrès des USA, ex-présidente de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des USA, et membre du Conseil d'administration de l'Institut républicain international; de l'honorable **Hattie Babbitt**, ex-ambassadrice des USA auprès de l'OEA et membre du Conseil d'administration de l'Institut national démocratique; de la députée **Margarita Stolbizer** (Argentine) et de l'honorable **Joseph T. Isaac**, président de l'Assemblée législative (Dominique).

Les intervenants ont mentionné l'importance de la diplomatie parlementaire en tant qu'outil pour renforcer la démocratie et l'intégration régionale dans l'hémisphère, promouvoir et protéger les droits de la personne et aborder de façon coordonnée des phénomènes mondiaux tels que le changement climatique, la violence politique contre les femmes et les effets de l'intelligence artificielle sur la gouvernance démocratique.

Cette session s'est terminée avec un discours de clôture de la députée **Andrea Villagrán Antón** (Guatemala), deuxième vice-présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas.





SESSIONS DE DIALOGUE (12 mars)

Dialogue sur le 10e Sommet des Amériques

En vue du 10e Sommet des Amériques, qui aura lieu en République dominicaine en 2025, la délégation a eu l'occasion de discuter avec l'ambassadeur **James Lambert**, secrétaire aux questions continentales de l'OEA; l'ambassadrice **Mayerlyn Cordero Díaz**, représentante permanente de la République dominicaine auprès de l'OEA; et le sénateur **Ricardo de los Santos Polanco**, président du Sénat (République dominicaine).

Durant cette session, les participants ont échangé des réflexions sur les attentes de la République dominicaine concernant le 10e Sommet des Amériques, ainsi que sur l'importance des Sommets des Amériques en tant que forum du plus haut niveau politique dans l'hémisphère, et sur le rôle des parlementaires dans la mise en œuvre et le suivi des engagements qui y sont signés.

De plus, le sénateur **Ricardo de los Santos Polanco**, président du Sénat, a annoncé que son parlement coordonne actuellement l'organisation de la réunion parlementaire avec ParlAmericas dans le cadre du 10e Sommet des Amériques. Il convient de souligner que ParlAmericas a le mandat de servir d'instance visant à promouvoir la participation parlementaire en tant que partie intégrale du processus des Sommets des Amériques.





RÉUNION AVEC LUIS ALMAGRO, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OEA, LUIS ALMAGRO (13 mars)

Durant son intervention, le Secrétaire général a indiqué que la diplomatie parlementaire est un instrument essentiel dans le renforcement du dialogue et de la coopération afin d'adresser les problèmes et les défis communs qui exigent des réponses législatives opportunes et adaptées. Dans ce contexte, il a souligné qu'en tant qu'organisation parlementaire établie au sein de l'OEA par une résolution, ParlAmericas est une instance indispensable dans l'architecture du système interaméricain et il a réitéré la nécessité de consolider encore plus les liens de coopération entre les deux organisations.

Enfin, M. Almagro a renouvelé sa volonté d'élargir encore davantage les espaces de travail commun entre l'OEA et ParlAmericas. Suite à son intervention, un dialogue ouvert a permis d'aborder des défis hémisphériques tels que l'état de la démocratie, le changement climatique, la situation régionale sur le plan de la sécurité et la conjoncture complexe à Haïti.





SESSION SPÉCIALE CONJOINTE DU COMITÉ DES QUESTIONS JURIDIQUES ET POLITIQUES ET DU COMITÉ SUR LA GESTION DES SOMMETS INTERAMÉRICAINS ET DE LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX ACTIVITÉS DE L'OEA (14 mars)

La session spéciale conjointe sur la coopération législative, organisée conformément à une résolution de l'Assemblée générale de l'OEA, a été l'occasion pour les États membres et la délégation d'analyser la proposition présentée par ParlAmericas pour renforcer la participation parlementaire dans l'OEA.

Cette proposition, présentée par la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), fournit une feuille de route pour régulariser et renforcer la participation parlementaire dans l'OEA via ParlAmericas. Le document en question a été accepté par tous les États membres. L'ordre du jour comprenait également des interventions de l'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas; le sénateur **Ricardo de los Santos Polanco** (République dominicaine), président du Sénat; et de l'honorable sénateur Peter Boehm (Canada), président du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international.

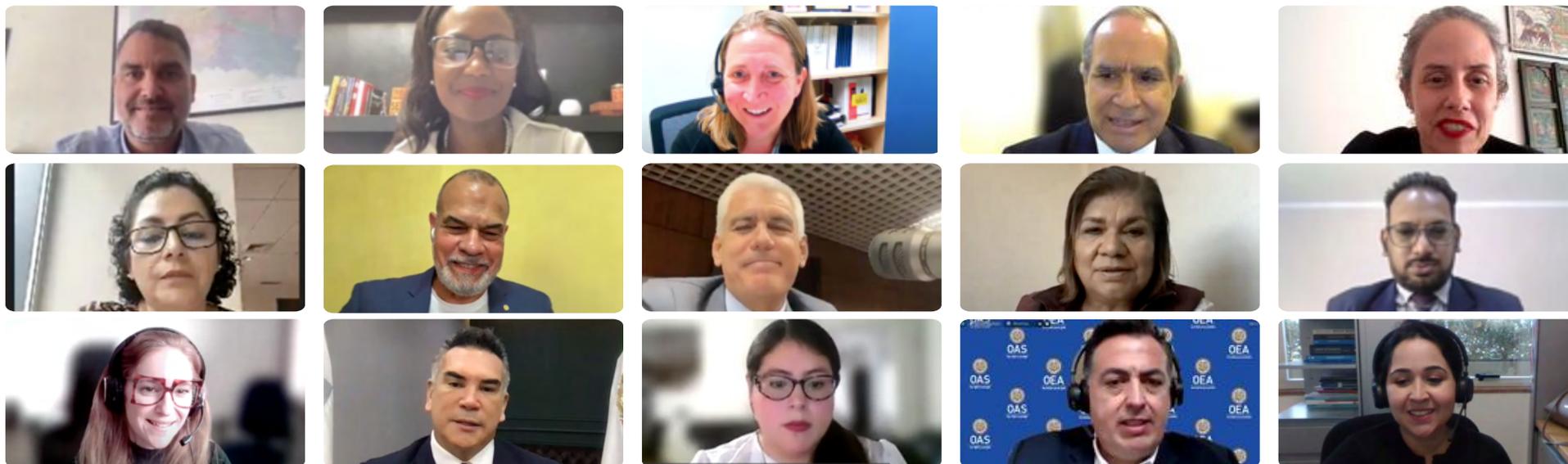
Il convient également de souligner qu'avant la session, le sénateur **Ben Cardin** et le sénateur **Roger Wicker** ont envoyé une lettre dans laquelle ils exprimaient leur accueil favorable de la proposition de ParlAmericas comme base pour faire avancer la participation parlementaire dans l'OEA dans l'immédiat, et appelant l'OEA et ses États membres à fournir les ressources financières nécessaires pour soutenir une intégration institutionnelle plus poussée avec ParlAmericas.





MEMBRES DE LA DÉLÉGATION

- Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas
- L'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas
- Sénatrice **Verónica Noemí Camino Farjat** (Mexique), deuxième vice-présidente de ParlAmericas
- Sénateur **Javier Macaya Danús** (Chili), deuxième vice-président de ParlAmericas
- Députée **Margarita Stolbizer** (Argentine)
- L'honorable **Arthur E. Holder** (Barbade), président de l'Assemblée
- L'honorable **Carolyn Trench-Sandiford** (Belize), présidente du Sénat
- Sénateur **Peter Boehm** (Canada)
- Membre du parlement **Anthony Rota** (Canada)
- Sénateur **Germán Blanco Álvarez** (Colombie)
- Membre de l'Assemblée législative **Carolina Delgado Ramírez** (Costa Rica)
- L'honorable **Joseph T. Isaac** (Dominique), président de l'Assemblée
- Sénateur **Ricardo de los Santos Polanco** (République dominicaine), président du Sénat
- Députée **Nelsa Shoraya Suárez Ariza** (République dominicaine)
- Sénateur **Carlos Manuel Gómez Ureña** (République dominicaine)
- Sénateur **José del Castillo Saviñon** (République dominicaine)
- **Henry Kronfle** (Équateur), président de l'Assemblée nationale
- Membre du Congrès **Andrea Villagrán Antón** (Guatemala)
- Membre du Congrès **Yessica Rosselli Amuruz Dulanto** (Pérou)
- L'honorable **Alvina Reynolds** (Sainte-Lucie), présidente du Sénat
- L'honorable **Marinus Bee** (Suriname), président de l'Assemblée nationale



40

THÈME : Intelligence artificielle, droits du travail, gouvernance numérique inclusive, travail

DATE : 22 mars 2024

LIEU : En ligne

PARTICIPANTS : 69 parlementaires, fonctionnaires parlementaires et représentants d'organisations internationales et du monde universitaire provenant de 22 pays des Amériques et des Caraïbes.



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 8 et 9.



L'avenir du travail et des droits des travailleurs : défis et opportunités de l'intelligence artificielle

Cette réunion virtuelle a permis d'aborder les nouveaux contextes du marché du travail suite à l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) et de l'automatisation, en tenant compte, des impacts différentiels sur la population, selon des variables telles que, entre autres, le niveau de revenus ou d'étude, le genre et l'appartenance à des zones rurales ou à des communautés autochtones. Durant ces échanges interparlementaires, les participants ont souligné le rôle essentiel des pouvoirs législatifs dans la promotion de cadres réglementaires et de politiques inclusives garantissant le respect des droits de la personne dans le développement et l'application de l'IA.

Cette activité fait partie d'une série de dialogues organisés par le Groupe numérique de ParlAmericas.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- Sénateur **Javier Macaya** (Chili), président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Sénatrice **Lisa Jawahir** (Sainte-Lucie), vice-présidente pour les Caraïbes du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas

Président de la réunion :

- Sénateur **Kenneth Pugh** (Chili), coprésident du Groupe numérique du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Intervenants :

- **Ana Virginia Moreira Gomes**, directrice régionale de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- **Livia Gouvêa Gomes**, spécialiste du département des marchés du travail de la Banque interaméricaine de développement (BID) au Brésil

CONSIDÉRATIONS PRINCIPALES DE LA RÉUNION :

- Les parlements jouent un rôle central dans la définition proactive de directives pour l'inclusion de l'IA dans le marché du travail. Pour cela, il est important de faciliter des échanges multilatéraux permanents pour créer des cadres réglementaires homogènes, les technologies ne reconnaissant aucune frontière.
- La création d'espaces de gouvernance multisectorielle - où des représentants de plusieurs secteurs peuvent participer activement à la prise de décisions dans ce domaine - favorise la formation de consensus pour formuler des politiques publiques et des lois garantissant une approche sous plusieurs angles.
- La transversalisation de la perspective de genre et de l'intersectionnalité dans le processus législatif en matière d'IA contribue à réduire les écarts existants dans le marché du travail et favorise des politiques inclusives et durables.
- Étant donné le développement et l'innovation rapides caractéristiques de l'IA, il est essentiel d'établir lignes directrices éthiques et juridiques assurant la protection des données personnelles, des droits d'auteur, de la confidentialité et de la transparence.
- Si les directives réglementaires sont établies en temps opportun, l'intégration de l'IA sur le marché du travail fera émerger de nouveaux postes d'emploi et un besoin de nouvelles compétences techniques chez les travailleuses et les travailleurs, ce qui entraînera davantage d'opportunités de complémentarité que de destruction d'emplois.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT
VIDEO](#)



[ÉPISODE DE
PODCAST](#)



Éléments du programme YWiL Grenade

- Une série de sessions de formation de base sur les thèmes centraux du programme
- Un atelier pour renforcer la compréhension des participantes, ainsi que leurs compétences et leur capacité à exercer différentes formes de leadership à travers un partage de bonnes pratiques avec d'autres femmes leaders
- Des simulations de débats parlementaires au sein de l'Assemblée et du Sénat

JEUNES FEMMES DANS LE LEADERSHIP – GRENADÉ

De mai à juillet 2024, 31 jeunes femmes leaders de toute la Grenade ont participé à Jeunes femmes dans le leadership – Grenade (YWiL, de son sigle anglais), un programme de formation approfondie sur le leadership transformateur, la prise de décisions inclusive et les procédures parlementaires, programme organisé par ParlAmericas, le Secrétariat régional de l'Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL), en partenariat avec la section de la Grenade du CIWiL et le Parlement de Grenade. Le programme YWiL est conçu pour aider ces leaders à acquérir les connaissances, les compétences et les réseaux nécessaires pour leur travail en tant qu'actrices du changement aujourd'hui et demain.

YWiL Grenade est la cinquième d'une série d'initiatives mises en place au niveau national dans les Caraïbes par ParlAmericas et CIWiL concentrée sur le renforcement du leadership politique des femmes. Les programmes YWiL précédents ont été organisés en partenariat avec les législatures nationales de [Trinité-et-Tobago](#) (février-mars 2020); [Antigua-et-Barbuda](#) (octobre-novembre 2020); [Sainte-Lucie](#) (mai-juin 2022); et [Jamaïque](#) (décembre 2022-février 2023). Un YWiL supplémentaire a été organisé à Trinité-et-Tobago en novembre 2021 par la section de [Trinité-et-Tobago](#) du CIWiL.

#YWiL



SESSION DU YWiL

Le 15 juillet, des débats ont eu lieu à l'Assemblée comme au Sénat de Sainte-Lucie dans le cadre d'une session parlementaire du YWiL. Il s'agissait de la première session tenue exclusivement par des femmes dans toute l'histoire du pays. Les participantes au YWiL ont participé en tant que parlementaires et fonctionnaires du parlement dans les deux chambres, lors de débats sur une motion en lien avec les femmes et l'évolution de l'économie.

La motion fictive proposait l'élaboration d'un plan d'action donnant la priorité à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes, dans le but de promouvoir le développement économique et l'adaptation à l'économie en évolution, en mettant l'accent sur ces trois principaux domaines :

- Renforcer les infrastructures nécessaires et créer des opportunités pour favoriser la participation économique des femmes dans les industries et les secteurs nouveaux et émergents tels que l'économie verte (activités économiques durables en lien avec l'environnement, par exemple, la gestion des terres, la gestion des déchets, les énergies renouvelables et les transports écologiques), l'économie bleue (activités économiques liées à la mer, à l'océan et à l'eau douce) et l'économie orange (l'industrie créative);
- Développer des services, des politiques publiques et des campagnes qui soutiennent une meilleure redistribution des responsabilités en matière de soins dans les ménages grenadiens, sur la base de données d'utilisation du temps tirées des mesures de l'Indicateur 5.4.1 des Objectifs de développement durable à la Grenade à partir de l'Enquête sur la population active, ainsi que de travaux bénévoles au sein de la communauté; et
- Adopter des réponses législatives, politiques et programmatiques transformatrices en matière de genre qui aident les secteurs économiques à renforcer leur résilience face au changement climatique et à d'autres chocs.



Visionnez la [session à l'Assemblée](#) et la [session au Sénat](#) sur la page Facebook du Parlement de Grenade.



L'OCDE définit l'autonomisation économique comme le fait, «pour les femmes et les hommes, [de] disposer des moyens de participer au processus de croissance, d'y contribuer et d'en tirer profit d'une manière qui leur assure la reconnaissance de la valeur de leurs apports et le respect de leur dignité, ainsi que la possibilité de négocier une répartition plus équitable des bienfaits que procure la croissance. »

L'ONU Femmes identifie les avantages de l'autonomisation économique pour les femmes comme suit :

- « L'autonomisation économique des femmes est essentielle à la réalisation des droits des femmes et de l'égalité des genres.
- Promouvoir la justice et les droits économiques des femmes dans l'économie et la réduire les disparités entre les sexes dans le monde du travail sont essentielles pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
- Lorsque les femmes travaillent, les économies croissent.
- La hausse du niveau d'éducation des femmes et des filles contribue à l'autonomisation économique des femmes et à une croissance économique plus inclusive et écologiquement viable.
- L'égalité économique des femmes est bonne pour les affaires. »

Sources : [L'Autonomisation économique des femmes](#) (Document de réflexion de l'OCDE, 2011 page 6); [Faits et chiffres : L'autonomisation économique](#) (ONU Femmes, 2024)



L'Honorable **Leo Cato**, Président de la Chambre des représentants

« Vous avez eu la chance d'entamer un parcours spécial dans la vie. Comme je vous l'ai dit au début, ce n'est pas la façon dont vous commencez qui compte, mais la manière dont vous terminez. Où que la vie vous mène, soyez prêts à démontrer la formation que vous avez reçue, les qualités que vous avez développées et votre capacité à être des agents de changement. »



L'Honorable Dr **Dessima Williams**, Présidente du Sénat

« Ce tout premier parlement des jeunes entièrement féminin à la Grenade, je répète encore une fois combien je suis fier de vous toutes. En effet, c'est vraiment un moment historique, un moment que certains d'entre nous n'ont jamais eu. C'est un essai pour les rôles que vous pourriez jouer dans le secteur public, au gouvernement ou dans d'autres sphères de leadership. Je tiens donc à vous remercier pour vos contributions courageuses qui ont suscité ce dialogue et ouvert de nouvelles voies pour vous, pour vos familles, pour réfléchir et en parler, ainsi que pour la communauté qui vous a envoyées vers nous, afin de continuer à vous voir comme un phare. »



L'Honorable Dr **Clarice Modeste-Curwen**, Vice-présidente de la Chambre et Présidente du Caucus parlementaire des femmes de la Grenade

« Le Parlement est la plus haute instance de décision dans tout pays. Et par conséquent, si vous voulez influencer le changement, si vous voulez transformer notre façon de faire les choses et obtenir de meilleurs résultats, vous devez être là... Je veux encourager chacune d'entre vous, jeunes femmes, à commencer à réfléchir : 'Comment puis-je faire cette différence ?' et 'Où est le meilleur endroit pour faire cette différence ?' Et je veux vous assurer que c'est au Parlement de la Grenade, de Carriacou et de Petite Martinique. »



ÉTAPES SUIVANTES POUR LES PARTICIPANTES

Inspirées par leur participation au programme YWiL Grenade, les jeunes femmes leaders ont planifié les étapes suivantes pour prendre des actions positives dans leur communauté, partager leurs apprentissages et poursuivre leur développement en tant que leaders. Voici quelques-uns des engagements adoptés :

- Appliquer les connaissances et les compétences acquises au cours du programme dans le contexte scolaire, professionnel et communautaire
- Plaider en faveur du leadership des femmes et des approches sensibles au genre de questions de développement national, y compris sur les réseaux sociaux, lors de discussions avec des décideurs et dans leur vie quotidienne
- Rejoindre des groupes et des initiatives communautaires et assumer des postes de leadership et des responsabilités supplémentaires dans ces espaces
- Lancer de nouvelles initiatives, groupes ou campagnes de plaidoyer communautaires sur des questions importantes
- Adhérer à des partis politiques et des programmes des parlements de jeunes
- Rechercher des mentors et offrir un mentorat à d'autres femmes leaders
- Poursuivre l'apprentissage des sujets liés à l'égalité des genres et le développement des compétences et des capacités personnelles en matière de leadership
- Partager les connaissances et les stratégies acquises au cours du programme lors de sessions publiques et de conversations privées afin d'aider les autres à appliquer une approche de genre et à renforcer leur leadership

L'impact positif collectif des participantes se fait déjà ressentir. À la suite des effets dévastateurs de l'ouragan Beryl à la Grenade, la cohorte du YWiL Grenade s'est associée à la section locale du CIWiL pour organiser une campagne de secours visant principalement à collecter des articles pour répondre aux besoins spécifiques des femmes, des enfants et des personnes âgées. Les articles collectés ont été donnés aux familles de Carriacou via des organisations communautaires.





46

THÈMES : sécurité, sécurité citoyenne, cyberviolence, cybersécurité, crime organisé transnational, coopération régionale, droits de la personne

DATES : 10 et 11 juillet 2024

LIEU : Lima, Pérou

PARTICIPANTS : plus de 60 parlementaires, fonctionnaires de parlement, spécialistes et représentants d'organisations internationales et de la société civile provenant de 13 pays d'Amérique latine

HÔTE : Congrès de la République du Pérou



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 16 et 17.



Au-delà des frontières : stratégies régionales de sécurité

Cette réunion a été l'occasion d'analyser la situation complexe de la sécurité dans la région et de promouvoir l'échange de bonnes pratiques législatives pour des modèles de gouvernance de la sécurité multidimensionnels, globaux et axés sur les droits de la personne. Les dialogues ont mis en évidence la nécessité de renforcer l'État de droit et les institutions, de progresser dans la réduction des inégalités et de promouvoir l'inclusion et le développement durable comme des conditions nécessaires pour aborder la criminalité de façon globale.

Les sessions étaient dédiées à des thèmes centraux comme la sécurité citoyenne, le crime organisé transnational et la cybersécurité, ainsi que la cyberviolence et son effet disproportionné sur les filles, les jeunes et les femmes.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- Membre du Congrès **Yessica Rosselli Amuruz** (Pérou), troisième vice-présidente du Congrès de la République, membre du Conseil de ParlAmericas et hôtesse de l'événement
- Sénateur **Germán Blanco** (Colombie), membre du Conseil de ParlAmericas

Conférenciers :

- Dre **Bettina Woll de Montenach**, représentante résidente au Pérou, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- **José Elice**, directeur exécutif de Proética, ancien ministre de l'Intérieur du Pérou

Dialogues modérés par :

- Membre de la Chambre des députés **Cristián Araya** (Chili)
- Membre de la Chambre des députés **Brenda Ogando** (République dominicaine)
- **Nadia Ramos**, coordinatrice, Réseau de diplômées du Centre William J. Perry pour la paix, la sécurité et la défense

Intervenantes :

- Sénatrice **Carmen Gloria Aravena Acuña** (Chili), première vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas
- Membre de la Chambre des députés **Sergio Capozzi** (Argentine)
- Membre de la Chambre des députés **Margarita Stolbizer** (Argentine), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité de ParlAmericas
- Sénateur **Derlis Maidana** (Paraguay)
- Membre de la Chambre des députés **Carlos D'Alessandro** (Argentine)
- Représentant **Rodrigo Goñi** (Uruguay)
- Colonelle **Lourdes Barriga Abarca**, coordinatrice académique, Centre des hautes études nationales

- Sénateur **Iván Flores** (Chili)
- Membre du Congrès **Carmen Patricia Juárez Gallegos** (Pérou)
- Membre du Congrès **Mauricio Rivera** (Honduras)

- **Noam López Villanes**, conseiller et chercheur, Institut de l'analyse sociale et de l'intelligence stratégique PULSO de l'Université pontificale catholique du Pérou
- **Carlos Charme Fuentes**, expert en sécurité publique, Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF)
- **Percy Medina**, chef de mission pour le Pérou, International IDEA
- **Anne Ramírez**, coordinatrice, AMASSURU Pérou
- **María Angélica Castillo Ríos**, spécialiste de la cybersécurité
- **Luz Patricia Mejía**, secrétaire technique, Mécanisme de suivi de la Convention de Belém do Pará sur la violence contre les femmes (MESECVI)
- **Elaine Ford**, directrice fondatrice, Democracia Digital
- **Javier Montaña**, responsable de programme au Pérou, Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC)



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT
VIDÉO](#)



[ÉPISODE
DE PODCAST](#)



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de clôture

- Son Excellence **Louis Marcotte**, ambassadeur du Canada au Pérou et en Bolivie
- Membre du Congrès **Yessica Rosselli Amuruz** (Pérou), troisième vice-présidente du Congrès de la République, membre du Conseil de ParlAmericas et hôtesse de l'événement

CONCLUSIONS PRINCIPALES DU DIALOGUE INTERPARLEMENTAIRE

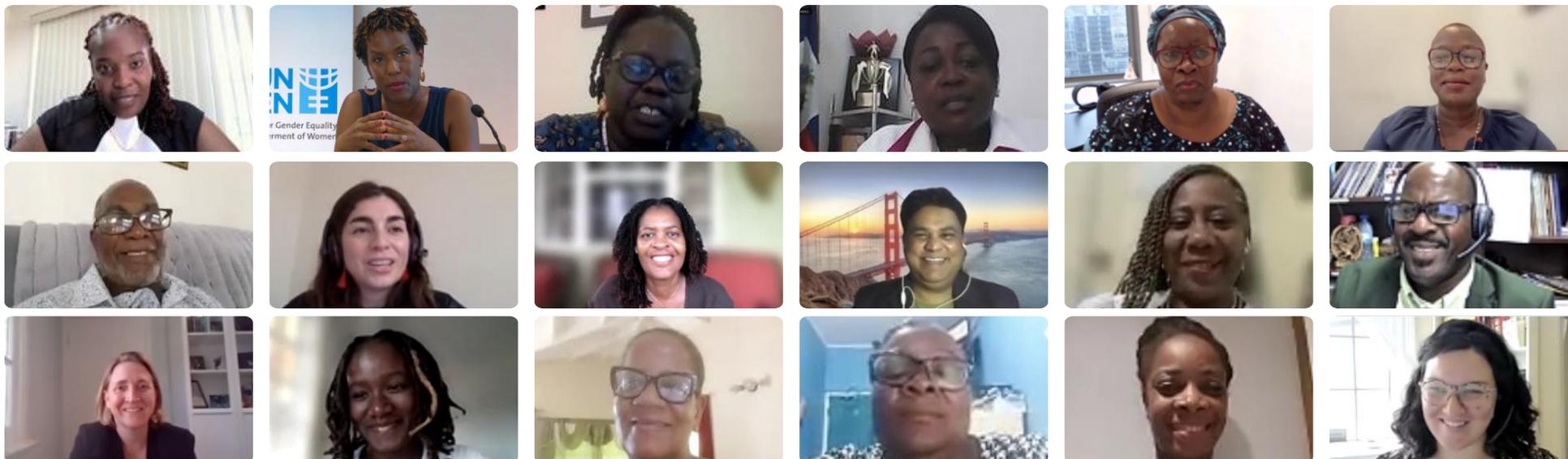
- La lutte contre le crime organisé transnational dans la région nécessite une coopération entre les pays, en particulier pour l'élaboration de cadres juridiques harmonisés, le déploiement d'opérations conjointes et le renforcement de mécanismes pour produire et diffuser des données et informations sur les dynamiques et les tendances de la criminalité.
- Les parlements jouent un rôle fondamental dans la surveillance de la protection des droits de la personne dans le cadre de la lutte contre l'insécurité. Cela inclut la législation et le contrôle politique pour garantir l'État de droit et le respect des engagements internationaux en matière de droits de la personne.
- Les parlements doivent absolument encourager l'adoption de politiques globales et coordonnées traitant toutes les dimensions de la sécurité, y compris la prévention du crime, la justice pénale, la réhabilitation et la réinsertion sociale. Cet effort doit être réalisé en étroite collaboration avec les communautés, les différents niveaux de gouvernement et les agences de sécurité concernées, tout en assurant la professionnalisation de la force publique et une affectation de ressources adaptée, sans perdre de vue l'approche axée sur les droits de la personne.
- Les politiques de sécurité globales doivent intégrer des approches de genre et intersectionnelles de sorte à tenir compte des vulnérabilités spécifiques de différents segments de la population, à promouvoir l'égalité et à renforcer la résilience des communautés. Cela inclut la formation du personnel de sécurité en matière de genre et l'augmentation de la participation des femmes dans les espaces de leadership dans le secteur de la défense et de la sécurité.
- La sécurité citoyenne est un défi multidimensionnel dont le traitement doit intégrer des approches globales reconnaissant les causes sous-jacentes de la criminalité telles que la pauvreté, l'inégalité sociale et l'exclusion pour prévenir le crime et la violence. Les nouveaux modèles de gouvernance de la sécurité doivent favoriser l'utilisation de données et d'informations de qualité pour la prise de décisions et l'autonomisation du leadership local.

Membre du Congrès Yessica Rosselli Amuruz (Pérou), troisième vice-présidente du Congrès de la République, membre du Conseil de ParlAmericas et hôtesse de l'événement

« En tant que parlementaires, nous n'avons pas seulement la responsabilité de traiter le sujet de la sécurité au niveau national dans nos fonctions législatives, budgétaires et de contrôle politique; nous avons également l'opportunité de travailler conjointement au niveau international, comme nous l'avons fait durant cette réunion à travers la diplomatie parlementaire, pour faire part de nos expériences, échanger des bonnes pratiques et élaborer des stratégies, étant donné que les questions de sécurité dépassent nos frontières nationales. »

Sénateur Germán Blanco (Colombie), membre du Conseil de ParlAmericas

« Nous devons impérativement repenser les stratégies de lutte contre le crime organisé en insistant sur la nécessité de continuer de créer des modèles de gouvernance de la sécurité globaux et systémiques tenant compte d'aspects comme la prévention et le contrôle du crime et de la violence, le renforcement institutionnel, l'application de la justice, la réduction des inégalités et la réinsertion sociale. »



THÈME : Développement durable, égalité des genres

DATE : 8 août 2024

LIEU : En ligne

PARTICIPANTS : Plus de 40 parlementaires, fonctionnaires parlementaires et gouvernementaux, et représentants de la société civile et d'organisations multilatérales

PARTENAIRE D'ORGANISATION : Le Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes et l'Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL)



Cette activité était alignée sur les ODD 1, 2, 3, 4, 8, 10, 13, 16 et 17



Nouer les liens ensemble : des actions parlementaires pour faire avancer les accords internationaux sur les PEID et l'égalité des genres

Cette réunion en ligne a rassemblé des parlementaires et autres parties prenantes des Caraïbes à la suite de la 4e Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et de son Forum sur l'égalité des genres, reconnaissant le rôle essentiel des parlementaires dans la mise en œuvre des accords internationaux adoptés par leur pays et garantissant que les engagements pris se traduisent par des améliorations tangibles pour leur population. Les discussions ont ciblé des actions concrètes que les parlementaires peuvent entreprendre pour appuyer la réalisation de certains cadres sur l'égalité des genres et le développement durable : le programme de développement des PEID, l'Initiative Bridgetown 3.0 et la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. Elles se sont également centrées sur l'importance de la collaboration entre les parlementaires et la société civile pour promouvoir les objectifs et les stratégies en matière d'égalité des genres et de développement durable, dans le but de soutenir la paix et la viabilité dans la région.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- L'honorable sénatrice et Dre **Joyelle Clarke** (Saint-Christophe-et-Niévès), ministre du Développement durable, de l'Environnement, de l'Action climatique et de l'Autonomisation de la population

Interventions :

- **Tonni Brodber**, représentante du Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes
- **Hazel Brandy-Williams**, vice-présidente du CIWiL
- **Dieudonne Luma Etienne** (Haïti), ex-sénatrice
- **Nyaradzayi Gumbonzvanda**, directrice exécutive adjointe d'ONU Femmes

Modération :

- L'honorable **Alincia Williams-Grant** (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat
- **Alisha Todd**, directrice générale de ParlAmericas

POINTS CLÉS DE LA RÉUNION :

- *Les traités internationaux sur les droits de la personne* (comme la CEDEF) sont des accords contraignants créant des obligations que les États signataires doivent réaliser. *Les déclarations politiques* (comme les accords sur les PEID et la Déclaration de Beijing) ne sont pas contraignantes, mais elles signifient aux signataires que le sujet en question est prioritaire.
- Les accords internationaux axés sur les PEID et le changement climatique ont évolué avec le temps. Une priorité actuelle est de renforcer leur prise en compte des individus en plus de la planète. Des cadres internationaux traitant ces sujets de façon plus exhaustive fournissent de plus amples informations sur les dimensions humaines du développement durable.
 - Par exemple, tout comme le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les PEID (ABAS, de son sigle anglais) reconnaît, dans son alinéa 10, que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes jouent un rôle transformateur dans la croissance économique, la Déclaration de Beijing peut donner des informations sur la promotion des droits des femmes et de l'égalité des genres pour obtenir cet impact transformateur.
- Voici quelques sujets exigeant l'attention particulière des parlements : contrôler l'action du gouvernement en matière d'égalité des genres et de développement durable, mettre en avant les dimensions de genre des sujets durant l'examen et le débat sur des lois et des politiques, défendre des lois et des programmes facilitant la capacité de toutes et tous à prospérer (ex. : congé parental et garde d'enfants), et s'assurer que les budgets nationaux investissent dans ces initiatives.
- Une première étape essentielle consiste à comprendre les interconnexions entre l'égalité des genres et le développement durable. Dans la pratique, cela implique d'évaluer l'impact différentiel des actions proposées en matière de développement sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons et comment ces actions contribueront à la résilience climatique, avant de prendre des décisions en fonction des conclusions.
- L'interaction des parlementaires avec les citoyens, la jeunesse et les organisations de la société civile renforce les efforts pour promouvoir l'égalité des genres et le développement durable. Engager des consultations, une communication claire et transparente et une utilisation stratégique des réseaux sociaux peuvent aider à atteindre ces objectifs.

Cette réunion a été reprogrammée en raison du passage de l'ouragan Beryl. Les présentateurs ont offert leur soutien aux populations touchées et ont souligné que ces saisons d'ouragan plus intenses, plus fortes et plus imprévisibles amplifient la nécessité d'agir pour renforcer la durabilité et la résilience dans la région.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)

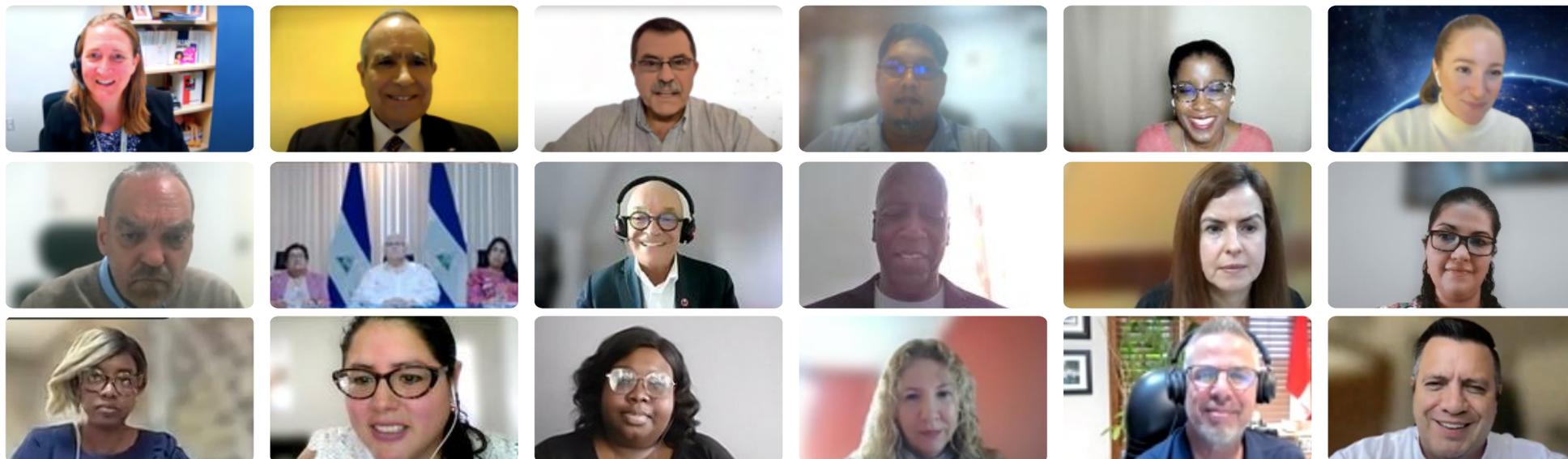


[ÉPISODE DE PODCAST](#)



• [PUBLICATION](#)

• [TROUSSE D'OUTILS](#)



 **THÈMES :** Identité numérique, transformation numérique, gouvernance numérique inclusive

 **DATE :** 30 août 2024

 **LIEU :** En ligne

 **PARTICIPANTS :** Plus de 65 parlementaires, fonctionnaires parlementaires et représentants de la société civile, d'organisations internationales et de gouvernements de 21 pays des Amériques et des Caraïbes



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 9, et 16.



Stratégies législatives pour renforcer la gouvernance de l'identité numérique

Étant donné le rôle essentiel des parlementaires dans la promotion d'espaces numériques sûrs et inclusifs, cette réunion virtuelle avait pour but d'étudier des stratégies législatives pour protéger les identités numériques dans un paysage en mutation. Les dialogues ont permis d'explorer la nécessité de repenser les stratégies de gouvernance numérique, alors que l'identité numérique transforme les interactions et les transactions qui ne pouvaient auparavant avoir lieu qu'en personne. Les participants ont parlé d'harmoniser les cadres réglementaires, d'améliorer l'interopérabilité et de garantir que les identités numériques soient accessibles, abordables et faciles d'utilisation. Ils ont également parlé de l'importance d'empêcher la fraude et les abus.

Cette activité s'est déroulée dans le cadre d'une série de dialogues organisés par le Caucus numérique de ParlAmericas.



MOMENTS FORTS DU PROGRAMME

Discours d'ouverture :

- Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente de ParlAmericas

Modérateur et président de la réunion :

- Sénateur **Kenneth Pugh** (Chili), coprésident du Caucus numérique du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Spécialistes :

- **Gustavo Giorgetti**, professeur à l'Université de San Andrés, Argentine
- **Michele Marius**, directrice chez ICT Pulse
- **Cecilia Danesi**, chercheuse à l'Institut d'études européennes et des droits humains et conseillère spéciale auprès du Caucus numérique de ParlAmericas

Conclusions du dialogue interparlementaire :

- Membre de la chambre des représentants **Rodrigo Goñi** (Uruguay), président de la Commission du futur

Discours de clôture :

- L'honorable **Leo Cato** (Grenade), président de la Chambre des représentants et vice-président pour les Caraïbes du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

POINTS CLÉS DE LA RÉUNION :

- L'identité numérique est désormais essentielle pour accéder aux services et exercer sa citoyenneté dans le monde actuel. Sa gouvernance doit par conséquent refléter la diversité des contextes et des besoins de la population, garantissant ainsi l'accessibilité et la sécurité pour toutes et tous.
- Les compétences numériques favorisent le développement et l'utilisation appropriée des identités numériques. Garantir la place prioritaire des compétences d'alphabétisation numérique dans les systèmes éducatifs et les politiques en la matière, en particulier pour les filles, les femmes et les groupes traditionnellement marginalisés, contribuera à réduire la fracture numérique et à créer des opportunités plus équitables dans la sphère numérique.
- Assurer l'interopérabilité au sein des systèmes d'identité numérique renforce la résilience et la sécurité tout en prévenant la vulnérabilité, en particulier dans les pays au fonctionnement décentralisé.
- Les lois efficaces en matière de transformation numérique et de protection des données émanent d'une coopération bipartite et d'une mobilisation active des parties prenantes, assurant des solutions plus globales et durables.
- Les parlementaires doivent donner la priorité à la confidentialité et aux droits numériques des citoyens en promouvant des systèmes d'identité numérique et des cadres juridiques robustes, tout en appelant le pouvoir exécutif à sécuriser des ressources et à appuyer le renforcement des capacités pour les processus de transformation numérique.



[PROGRAMME
COMPLET](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATION](#)



[ENREGISTREMENT
VIDÉO](#)



[ÉPISODE DE
PODCAST](#)



THÈMES : Économie numérique, infrastructure numérique, gouvernance numérique inclusive, intelligence artificielle, cybersécurité

DATE : 7-8 septembre 2024

LIEU : Miami, États-Unis d'Amérique

PARTICIPANTS : Plus de 40 parlementaires, fonctionnaires parlementaires et représentants de la société civile, d'organisations internationales et du monde universitaire provenant de 12 pays

PARTENAIRE ORGANISATEUR : HDP, NDI, IRI, USAID, CARICOM, FIU



Cette activité est alignée sur les ODD 5, 8, 9, 10, 13 et 17.



Le rôle des parlements dans la transformation des économies numériques dans les Caraïbes

Ce forum de deux jours a rassemblé des parlementaires de la CARICOM et des États-Unis d'Amérique, ainsi que des spécialistes techniques pour explorer des stratégies visant à renforcer les transformations numériques dans les Caraïbes, via l'échange de bonnes pratiques internationales en matière de législation et de politiques sur l'économie numérique adoptant une approche de genre et inclusive.

Les sessions étaient axées sur des sujets liés à la transformation numérique, la réduction de la fracture numérique, la gouvernance électronique, la résilience climatique à l'ère numérique, l'autonomisation des femmes, des jeunes et des groupes traditionnellement marginalisés dans l'économie numérique, l'intelligence artificielle, la cybersécurité et la technologie financière.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- **Derek Luyten**, directeur exécutif, Partenariat pour la démocratie de la chambre
- **Alisha Todd**, directrice générale, ParlAmericas
- **Shlomi Dinar**, doyen, Université internationale de Floride, Green School of International and Public Affairs

Panellists :

- L'honorable **Barbara Lee** (États-Unis d'Amérique), membre de la Chambre des représentants
- L'honorable **Hannes Astok**, directeur exécutif, e-Governance Academy
- **John Paul Farmer**, président, WeLink Cities
- **Irma Gonzalez**, responsable de la gestion de projet pour la gouvernance numérique, TecMilenio University
- **Marci Harris**, PDG et cofondatrice, POPVOX
- **Cleveland Thomas**, représentant de l'Union internationale des télécommunications, pays des Caraïbes
- **Jennifer Britton**, gestionnaire adjointe du programme sur les technologies de l'information et de la communication, Secrétariat de la CARICOM
- **Tonni Brodber**, représentante, Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes
- **Bridget Boakye**, conseillère principale en politiques sur l'intelligence artificielle, Tony Blair Institute for Change
- **Luis Marrero**, responsable des pays des Caraïbes, Amazon Web Services
- **Antonio Garrastazu**, directeur principal, division Amérique latine et Caraïbes de l'IRI

Participants :

- L'honorable **Marsha Caddle** (Barbade), membre du Parlement, ministre de l'Industrie, de l'Innovation, des Sciences et des Technologies
- L'honorable **Carolyn Trench--Sandiford** (Belize), présidente du Sénat
- L'honorable **Fenella Wenham** (Dominique), secrétaire parlementaire au ministère de l'Éducation, de la Planification des ressources humaines, de la Formation professionnelle et de l'Excellence nationale
- L'honorable **Leo Cato** (Grenade), président de la Chambre des représentants
- L'honorable **Kwame Mc Coy** (Guyana), membre du parlement, ministre au sein du Bureau du Premier ministre
- **Dwight Sibblies** (Jamaïque), membre du parlement
- Sénatrice **Lisa Jawahir** (Sainte-Lucie), vice-présidente pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur l'égalité des genres de ParlAmericas
- Sénateur **Laurence Hislop** (Trinité-et-Tobago)
- L'honorable **Wayne R. Munroe** (Bahamas), membre du parlement, ministre de la Sécurité nationale



[PROGRAMME
COMPLET](#)
(en anglais)



[COMUNIQUE DE
PRESSE](#)



[GALERIE DE
PHOTOS](#)



PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA RÉUNION

- L'accessibilité doit être prise en compte dans l'élaboration des infrastructures numériques, tant au niveau systémique qu'individuel. Les gouvernements de la région mettent en place des initiatives dans ce sens, dans le but de permettre un meilleur accès numérique pour les communautés éloignées et les groupes de population marginalisés.
- L'IA a été reconnue comme un outil puissant pour stimuler la productivité des travailleurs, mais elle doit être employée avec une approche de genre intersectionnelle et conjointement avec le renforcement des compétences de la main-d'œuvre afin d'atténuer les risques de biais et de suppression d'emplois.
- Instaurer la confiance du public envers les outils numériques est essentiel pour dynamiser la croissance de l'économie numérique. Maintenir certains systèmes basés sur papier peut favoriser l'inclusion de certains groupes de population, comme les personnes âgées.
- La réforme de l'éducation et bons d'étude sont des stratégies clés pour favoriser des changements culturels, accélérer la transformation numérique et encourager les jeunes - et en particulier les jeunes femmes - à entreprendre une carrière en science, technologie, ingénierie et mathématiques.
- Une approche coordonnée de la transformation numérique dans les Caraïbes peut maximiser ces efforts. En mobilisant des mécanismes de coopération existants, comme la CARICOM, l'Organisation des États américains (OEA) et l'Union internationale des télécommunications (UIT), la région peut harmoniser ses politiques, combiner ses ressources et favoriser des solutions collaboratives aux défis communs.





56

THÈMES : Renforcer la résilience, SAPM, protection sociale, investir dans une réduction inclusive des risques de catastrophe, infrastructures résilientes

DATE : 25 septembre 2024

LIEU : Virtuelle

PARTICIPANTS : Plus de 25 parlementaires et fonctionnaires parlementaires de la région des Caraïbes, et des représentants d'organisations multilatérales

PARTENAIRE D'ORGANISATION : Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes, Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes, Programme alimentaire mondial



Cette activité était alignée sur les ODD 5, 9, 11, 13 et 17.



L'action parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et la préparation dans les Caraïbes

La réduction des risques de catastrophe (RRC) et la préparation face aux catastrophes sont des domaines d'action prioritaires dans les Caraïbes, et de plus en plus mis de l'avant dans les agendas compte tenu de la hausse de l'intensité et de la fréquence des risques naturels, suscitée par les effets du changement climatique. En réponse à cet intérêt, cette réunion a permis aux parlementaires de discuter et de recevoir des orientations avec un groupe diversifié de spécialistes des systèmes d'alerte précoce multirisque, de la réduction des risques de catastrophe sensible au genre, de la protection sociale adaptative, du financement des risques de catastrophe et des infrastructures résilientes.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- L'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas

Intervenants :

- **Jair Torres**, spécialiste de la gestion des programmes, UNDRR
- **Tonni Brodber**, représentante, Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes
- **Nicholas Gainger**, responsable de programme de politiques, - Gestion des risques de catastrophe, Programme alimentaire mondial
- **Cristobal Lopez Maciel**, responsable de programme, UNDRR

Modération :

- L'honorable sénatrice Dre **Erecia Hepburn Forbes** (Bahamas)

Discours de clôture :

- Membre de l'Assemblée nationale **Radjendrekoeamar Debie** (Suriname), deuxième vice-président pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité de ParlAmericas

PRINCIPALES MESURES À PRENDRE ISSUES DE LA RÉUNION :

- Inciter les gouvernements à passer d'une réponse centrée sur les événements ponctuels et d'une approche de récupération, à une **stratégie proactive réduisant le risque que les menaces ne deviennent des catastrophes**, par exemple en s'assurant que le pays dispose de systèmes d'alerte précoce multirisque (SAPM).
- **Réviser et modifier la législation sectorielle existante** pour garantir qu'elle intègre efficacement les SAPM et la réduction des risques de catastrophe (RRC), en se basant sur les connaissances les plus récentes tout en restant flexible face à l'évolution des exigences. S'assurer que cette intégration concerne aussi les plans de développement national, de sécurité et d'adaptation au changement climatique afin de promouvoir une action multisectorielle globale.
- Promouvoir une approche inclusive intégrant toute la société qui garantisse la **participation citoyenne dans les politiques sur les risques de catastrophe**, les SAPM et les plans post-catastrophe, mettant en avant la consultation multisectorielle et une coordination consultant activement des organisations de femmes, les organismes nationaux sur le genre et des groupes de la société civile.
- Soutenir **l'affectation de budgets pour des infrastructures résilientes, des systèmes de protection sociale nationaux et des opérations de secours sensibles au genre** avant le début des catastrophes, et suivre et examiner les dépenses gouvernementales pendant la phase de secours, sachant qu'investir 6 milliards de dollars USD annuellement dans la RRC peut entraîner des avantages équivalents à 360 milliards de dollars USD en termes de réduction des risques.
- **Tenir compte de la façon dont les plans géreront les bilans invisibles qu'une catastrophe provoque**, en perturbant les chaînes d'approvisionnement, la productivité, la santé physique et mentale, la sécurité des femmes et des filles, et l'éducation.
- **Renforcer la gestion des données et combler les lacunes dans les données** en investissant pour améliorer la collecte, l'analyse et l'application des données ventilées par genre sur les impacts des catastrophes. Développer des plans pour coordonner le partage d'information avec d'autres secteurs du gouvernement, des organismes nationaux et internationaux, et des pays avec des risques ou un profil géographique similaires pour éclairer les cadres et les stratégies sur les SAPM et la RRC.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT VIDEO](#)



[ÉPISODE DE PODCAST](#)



58

 **THÈMES :** Transformation numérique, participation citoyenne, inclusion

 **DATE :** 2 octobre 2024

 **LIEU :** Ville de Guatemala, Guatemala

 **PARTICIPANTS :** Plus de 75 fonctionnaires parlementaires et représentants d'organisations multilatérales du Guatemala

 **HÔTE :** Congrès de la République du Guatemala



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 9 et 16.



Participation citoyenne inclusive : explorer les opportunités de la transformation numérique

Lors de cette session, des fonctionnaires du Congrès de la République du Guatemala ont étudié la façon dont la participation citoyenne peut enrichir le travail parlementaire, en tenant compte des possibilités qu'offrent les nouvelles technologies numériques. Ils ont analysé différentes stratégies, traditionnelles comme numériques, sur la base d'interventions de spécialistes en la matière et d'un représentant de l'Équateur, en termes d'institutionnalisation de la participation citoyenne dans leur parlement. Ces stratégies visent à promouvoir l'interaction entre les citoyens et le parlement renforçant ainsi l'ouverture législative et favorisant l'inclusion dans les processus décisionnels au Guatemala.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- Député **Nery Rodas** (Guatemala), troisième vice-président du Congrès de la République et membre du Conseil de ParlAmericas
- **Anabella Zavagno**, directrice générale adjointe de ParlAmericas

Intervenants :

- **Marcela Ríos Tobar**, directrice régionale d'IDEA International
- **Jaroslav Alburez García** (Guatemala), directeur du protocole et du service à la population du Congrès de la République
- **Marjorie Chávez** (Équateur), secrétaire aux Relations internationales et interinstitutionnelles de l'Assemblée nationale
- **Eduardo Núñez**, directeur résident de l'Institut national démocratique (NDI) au Guatemala
- **Jorge Ceballos**, directeur régional de programmes pour le Guatemala, le Salvador et le Honduras de l'Institut républicain international (IRI)
- **Anneliza Tobar Estrada**, directrice par intérim de l'Institut néerlandais pour la démocratie multipartite (NIMD)

POINTS CLÉS DE LA RÉUNION :

- La transformation numérique est essentielle pour développer des parlements ouverts et modernes. Elle peut non seulement optimiser l'efficacité, mais aussi renforcer la transparence et favoriser une plus grande inclusion citoyenne dans les processus législatifs.
- Le Guatemala veut faire un projet national de ce processus de transformation numérique, ce pour quoi il est fondamental que tous les secteurs publics, les institutions privées et la population participent.
- Le Forum parlementaire sur la transformation numérique du Guatemala promeut des lois pour le développement des infrastructures numériques, l'inclusion citoyenne et la cybersécurité, ainsi que sur la réglementation de l'intelligence artificielle et la protection contre la cybercriminalité.
- En Amérique latine et dans les Caraïbes, les enquêtes d'IDEA International indiquent des lacunes de l'État de droit et du plein exercice des droits. En revanche, la région fait également preuve d'un grand intérêt citoyen pour la participation publique et électorale, avec des taux de participation électorale supérieurs à 60 %, au-dessus de la moyenne mondiale.
- L'institutionnalisation de processus participatifs ayant une réelle influence sur les décisions parlementaires est essentielle pour garantir que la population ait un rôle actif et constant dans le travail législatif. Cela permet de développer une relation de confiance et de légitimité entre les représentants et les citoyens, renforçant ainsi le lien démocratique et garantissant que les opinions de la population soient écoutées et intégrées de façon efficace et continue dans la prise de décisions.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT
VIDEO](#)



60

THÈMES : Participation politique et leadership des femmes, démocratie paritaire, lutte contre la violence politique

DATE : 2 octobre 2024

LIEU : Ville de Guatemala, Guatemala

PARTICIPANTS : Plus de 50 parlementaires, collaborateurs parlementaires et représentants d'organisations internationales.

HÔTE : Congrès de la République du Guatemala



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 9 et 16.



Vers une pleine participation politique des femmes au Guatemala

Dans cet espace d'échange, les législateurs et le personnel parlementaire ont exploré les défis et les opportunités pour renforcer la participation et le leadership des femmes guatémaltèques dans l'activité politique.

Avec le soutien de spécialistes internationaux et en partageant l'expérience du Costa Rica, les participants ont analysé les bonnes pratiques parlementaires et les stratégies législatives pour faire avancer les objectifs d'égalité des genres au niveau national.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours de bienvenue :

- Député **Nery Rodas** (Guatemala), troisième vice-président du Congrès de la République et membre du Conseil de ParlAmericas

Intervenants :

- **Alejandra Mora Mora**, secrétaire exécutive, Commission interaméricaine des femmes, OEA [via vidéo]
- Députée **Carolina Delgado (Costa Rica)**, membre du Conseil ParlAmericas
- **Ana Isabel Garita V.**, Conseillère politique, Représentation de la gouvernance et de la participation, bureau d'ONU Femmes au Guatemala
- Députée **Karina Paz**, première secrétaire du conseil d'administration du Congrès de la République
- Députée **Carolina Orellana**, présidente du Comité des femmes
- Députée **Sonia Gutiérrez**, cinquième secrétaire du conseil d'administration du Congrès de la République
- Députée **Olga Villalta**
- Députée **Lucrecia Marroquin de Palomo**
- Députée **Laura Marroquín**
- Députée **Evelyn Morataya**
- Députée **Andrea Villagrán Antón**, Vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres
- S.E. **Olivier Jacques**, ambassadeur du Canada au Guatemala

PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA RÉUNION :

- La participation pleine et effective des femmes au pouvoir est essentielle pour renforcer notre démocratie et progresser vers le développement durable. Toutefois, des obstacles structurels, politiques, sociaux, économiques et culturels limitent encore l'accès des femmes au pouvoir.
- La **parité** est une **mesure de justice distributive** basée sur la participation égale des femmes en tant que composante essentielle de la démocratie. Elle implique une **participation égale aux postes de décision** dans les secteurs public et privé, du niveau international au niveau local ; **l'exercice du pouvoir politique et économique dans des conditions d'égalité** : sans discrimination ni violence fondée sur le sexe ; et l'intégration des affaires **d'égalité des genres** dans les politiques publiques dans une perspective intersectionnelle, intergénérationnelle, interculturelle et de droits de la personne.
- Pour progresser vers la parité, il faut définir un programme parlementaire qui donne la priorité aux réformes des élections et des partis politiques. Les facteurs clés de ce processus sont : l'articulation entre les partis, les alliances avec les organisations de la société civile, les activistes, les agences internationales, le monde universitaire et d'autres parties prenantes, le soutien et le plaidoyer du mouvement des femmes et l'implication des hommes en tant qu'alliés dans la promotion de l'égalité entre les genres.
- Les réformes juridiques visant à renforcer la participation politique et le leadership des femmes se sont révélées être des outils efficaces pour parvenir à l'équité dans les différentes sphères de représentation. En Amérique latine, les mesures de discrimination positive ont servi de catalyseurs à des changements structurels significatifs.



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMUNIQUE
DE PRESSE](#)



[TABLEAU DE BORD
DES PRATIQUES
PARLEMENTAIRES
EN MATIÈRE DE
GENRE](#)



62

ÉVÉNEMENT : 16e Rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres (RPEG) et du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité (RPCCD) de ParlAmericas

DATES : 23-25 octobre 2024

LIEU : San José, Costa Rica

PARTICIPANTS : Plus de 100 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, organisations de femmes, jeunes dirigeants et représentants d'organisations multilatérales et de la société civile

COORGANIZATEURS : Assemblée législative du Costa Rica, Forum des présidents des pouvoirs législatifs de l'Amérique centrale et des Caraïbes (FOPREL)



La migration dans un contexte de défis sociaux et environnementaux

Cette rencontre conjointe du RPEG et du RPCCD, qui a également marqué l'occasion d'une réunion de la commission des droits des femmes et de l'égalité des genres du FOPREL, a rassemblé des acteurs provenant de 18 pays et deux territoires pour explorer la question de la migration dans l'hémisphère sous différents angles.

Les sujets abordés comprenaient les opportunités de croissance économique liées à la migration, les bonnes pratiques législatives en matière de gouvernance, la migration induite par le climat, la collecte de données migratoires, les impacts différenciés de la migration selon le genre et la protection et l'intégration sociale des migrants dans les communautés d'accueil.



Cette activité était alignée sur les ODD 1, 5, 8, 10 et 13.



POINTS SAILLANTS

Discours d'ouverture

- **Rodrigo Arias** (Costa Rica), président de l'Assemblée législative, président *pro tempore*, FOPREL
- Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente, ParlAmericas
- **Ariel J. Alvarado Urbina**, secrétaire exécutif, FOPREL
- Membre de l'Assemblée législative **Carolina Delgado** (Costa Rica), présidente, Commission interparlementaire du FOPREL sur les droits des femmes et l'égalité des genres, membre du Conseil d'administration de ParlAmericas, hôtesse de la rencontre

Session principale - Une gouvernance migratoire responsable dans un monde d'incertitude environnementale et sociale

- **Ana Durán**, directrice régionale adjointe pour les Amériques, Organisation internationale pour les migrations (OIM)
- Dre. **Natasha Kay Mortley**, chargée de recherche, IGDS, Université des Indes occidentales

Interview - La perspective du migrant

- **Vlada Krasova Torres Colomer**, activiste
- **María Faría**, directrice, *Talento Importado*

Présentation d'outils pour le travail législatif

- [Une gouvernance inclusive de la migration dans les Amériques et les Caraïbes : Précis destiné aux parlementaires](#), ParlAmericas et CELADE
- [Cadre législatif régional sur la gestion de la migration pour des raisons climatiques et environnementales avec une approche basée sur les droits de la personne](#) (en espagnol), FOPREL et OIM
- [Cadre législatif régional sur la migration avec une approche basée sur les droits de la personne](#) (en espagnol), FOPREL et OIM
- [Exposé de politique pour légiférer sur la violence sexuelle avec une approche axée sur le consentement](#), ParlAmericas et Equality Now

Présentations et discussions thématiques - Instruments internationaux sur la migration

- **Lindsay Jenkins**, conseillère principale en migration, Département d'État des États-Unis
- **Erica Guevara Reyes**, chargée de projet au niveau national, Programme pour l'hémisphère occidental, OIM
- Participation aux discussions thématiques par des jeunes défenseuses du climat, déléguées du programme pour les parlements des jeunes mené par l'organisation *Misión 1.5*.

Remarques des réseaux parlementaires de ParlAmericas

- Sénatrice **Carmen Gloria Aravena** (Chili), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres
- Membre de l'Assemblée nationale **Radjendrekoeamar Debie** (Suriname), vice-président pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMUNIQUÉ DE PRESS](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT
VIDÉO](#)



[ÉPISODE DE
PODCAST](#)



Rodrigo Arias (Costa Rica), président de l'Assemblée législative, président pro tempore, FOPREL

« Aujourd'hui, plus que jamais, les défis migratoires nous interpellent en tant que législateurs pour formuler des politiques qui garantissent non seulement la protection des droits de la personne, mais qui promeuvent également l'autonomisation des populations les plus vulnérables, avec une attention particulière aux femmes, qui font face à des difficultés spécifiques dans la poursuite d'une vie digne. »



Ariel J. Alvarado Urbina, secrétaire exécutif, FOPREL

« Le contexte actuel pose de nouveaux défis de taille, rendant l'action collective des parlements cruciale. Il est essentiel de continuer à renforcer les partenariats au sein des différentes organisations avec lesquelles nous travaillons et de promouvoir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. »



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente, ParlAmericas

« Ce n'est qu'à travers un cadre fondé sur la coopération régionale qu'il sera possible de répondre de façon coordonnée aux défis migratoires auxquels nous sommes confrontés et de créer des modèles de gouvernance migratoire qui promeuvent une migration sûre, ordonnée et régulière. »



Membre de l'Assemblée législative **Carolina Delgado** (Costa Rica), présidente, Commission interparlementaire du FOPREL sur les droits des femmes et l'égalité des genres, membre du Conseil d'administration de ParlAmericas, hôtesse de la rencontre

« Disposer de données actualisées et désagrégées nous permettra d'élaborer des politiques migratoires plus efficaces... C'est pourquoi, dans nos parlements, nous devons nous assurer que les données soient au cœur de nos mesures et qu'elles se traduisent par des lois répondant véritablement à la réalité de la migration. »



Membre de l'Assemblée nationale **Radjendrekoeemar Debie** (Suriname), vice-président pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire sur le changement climatique et la durabilité

« Les parlements peuvent jouer un rôle important pour combler les lacunes juridiques afin que la migration environnementale et climatique soit reconnue comme un motif de déplacement légitime et incluse dans nos plans nationaux sur l'adaptation, le développement et la sécurité. Traiter les causes profondes du déplacement forcé par l'atténuation et l'adaptation au changement climatique doit être une priorité pour nous. »



Sénatrice **Carmen Gloria Aravena** (Chili), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas

« En tant que législateurs, nous avons la responsabilité d'œuvrer à un modèle de migration sûre, ordonnée et régulière basé sur les droits humains des migrants, valorisant leur diversité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse, et reconnaissant les contributions des personnes migrantes au sein des communautés d'accueil. »



Ana Durán, directrice régionale adjointe pour les Amériques, Organisation internationale pour les migrations (OIM)

« Il est essentiel de promouvoir un discours basé sur les faits et des données fiables pour contrer les mythes et la désinformation sur la migration. Nous devons mettre en avant les contributions positives des migrants et encourager une éducation qui souligne dès l'enfance les avantages économiques, culturels et sociaux de la migration. Nous devons absolument promouvoir des politiques inclusives, soutenir la régularisation, encourager la participation civique et garantir l'accès aux services de base pour créer des sociétés plus intégrées et cohésives. »



Dre. **Natasha Kay Mortley**, chargée de recherche, Institut des études de genre et de développement, Université des Indes occidentales

« Les Caraïbes, une région traditionnellement connue pour sa migration internationale, est désormais confrontée à des tendances migratoires en évolution, notamment des déplacements causés par des problèmes environnementaux comme des tempêtes, des ouragans et autres risques naturels qui ont entraîné une hausse des mouvements intra-régionaux. Ce changement amène des dynamiques complexes, y compris de fortes inégalités de genre et des préoccupations croissantes concernant la discrimination et la xénophobie, qui exigent une attention et une action urgentes. »

DÉCLARATION

Lors de cette rencontre, les parlementaires ont adopté une [déclaration](#) comportant les engagements suivants :

- Promouvoir les avantages économiques, sociaux et culturels dérivant d'une migration sûre, ordonnée et régulière, tout en tenant compte des défis et des préoccupations que la migration suppose pour les pays et les communautés d'origine, de transit, de destination et de retour.
- Enjoindre les autorités compétentes à renforcer les processus de collecte, d'analyse et de diffusion d'information, de statistiques et de données ventilées sur la population migrante, conformément aux normes de protection des données et de confidentialité les plus élevées.
- Promouvoir la reconnaissance juridique des migrants climatiques en tant que sujets de droit et assurer leur protection dans les politiques sur la gouvernance migratoire.
- Redoubler d'efforts pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, objectif de l'Accord de Paris, afin d'éviter l'aggravation des impacts climatiques, et donner la priorité à l'adaptation climatique et à la gestion des risques de catastrophe dans le but de réduire la migration pour cause environnementale et climatique.
- Assurer une législation relative à la migration traitant les impacts différentiels que connaissent les femmes, les jeunes, les filles, les garçons migrants et les travailleuses et les travailleurs migrants peu qualifiés et les personnes handicapées, comprenant des mesures pour l'assistance, les soins médicaux, les services psychologiques et l'accès à la justice, visant à prévenir la discrimination de genre, les conditions de travail abusives et la violence sous toutes ses formes.



66

THÈMES : Violence basée sur le genre facilitée par la technologie, espaces numériques sûrs, égalité des genres, participation politique des femmes

DATE : 22 novembre 2024

LIEU : Ville de Panama, Panam

PARTICIPANTS : Plus de 90 parlementaires, fonctionnaires parlementaires et gouvernementaux, représentants de partis politiques et de la société civile, et spécialistes d'organisations internationales

COORGANISATEURS : Assemblée nationale du Panama, Ministère des femmes de la République du Panama, FONAMUPP et APARLEXP



Créer des espaces numériques sûrs, inclusifs et sans violence

Organisée à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et du 30e anniversaire de la Convention de Belém do Pará, cette réunion visait à autonomiser les femmes dans la politique dans l'univers numérique. Elle a permis d'explorer les défis et les opportunités du cyberspace et de souligner le double rôle de la technologie en tant que catalyseur de la participation politique et moyen facilitant la violence de genre numérique. Des stratégies ont également été élaborées pour favoriser un environnement numérique sûr, inclusif et libre de discrimination au sein des partis politiques.

Cette activité était alignée sur les ODD 5, 10, 16 et 17.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- Membre de l'Assemblée nationale **Yuzaida Marín** (Panama), présidente du Comité sur les femmes, les enfants, la jeunesse et la famille de l'Assemblée nationale, et deuxième vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres
- **Patricia Atkinson**, ambassadrice désignée du Canada au Panama
- **Niurka Del Carmen Palacio U.**, ministre des Femmes de la République du Panama et présidente de la Commission interaméricaine des femmes

Interventions :

- **Marcela Ríos Tobar**, directrice d'IDEA International pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- **Gloria Camacho**, présidente du Comité d'experts (CEVI) du Mécanisme de suivi de la Convention de Belém do Pará (MESECVI) de la Commission interaméricaine des femmes de l'Organisation des États américains (CIM-OEA)
- L'honorable représentante **Catherine Juvinao Clavijo** (Colombie), première vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
- Membre de la Chambre des députés **Brenda Ogando Campos** (République dominicaine), présidente du Comité permanent sur l'égalité des genres de la Chambre des députés
- **Arelys González**, présidente nationale du Front des femmes du parti nommé *Partido Revolucionario Democrático*
- Ancienne membre de l'Assemblée nationale **Ana Giselle Rosas**, secrétaire aux femmes du parti nommé *Partido Cambio Democrático*
- **Cecilia Caballero**, représentante du Secrétariat aux femmes du parti nommé *Partido Realizando Metas*
- **Berta García Hangs**, secrétaire aux femmes du parti nommé *Partido Popular*
- **Linda Loo**, secrétaire aux femmes du parti nommé *Movimiento Otro Camino*
- **Mireya Montemayor**, secrétaire aux femmes du parti nommé *Partido Panameñista*
- **Marieta de Paredes**, secrétaire adjointe aux femmes du parti nommé *Partido Moliarena*

Modérateurs :

- Membre de l'Assemblée nationale **Grace Hernández** (Panama), secrétaire du Comité sur les femmes, les enfants, la jeunesse et la famille de l'Assemblée nationale
- **Vonetta Sterling**, présidente du Forum des femmes dans les partis politiques du Panama (FONAMUPP)
- Ancienne membre de l'Assemblée nationale **Corina Cano**, présidente de l'Association des femmes parlementaires et anciennes parlementaires du Panama (APARLEXP)



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT
VIDEO](#)



[ÉPISODE DE
PODCAST](#)

PARTENAIRES ORGANISATEURS



MINISTERIO
DE LA MUJER

FORO NACIONAL DE
MUJERES
DE PARTIDOS POLÍTICOS





PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA RÉUNION

- La violence numérique à l'égard des femmes, des filles et des adolescentes en Amérique latine et dans les Caraïbes a augmenté au cours des dernières années, surtout la cyberintimidation, la violence verbale, le partage non consensuel d'images et autres formes de violence en ligne. Cette violence touche les femmes politiques et journalistes de façon disproportionnée et constitue un obstacle de taille au développement humain comme à la dignité.
- Le MESECVI crée actuellement une loi-type interaméricaine visant à combattre la violence basée sur le genre facilitée par la technologie, à travers une approche globale couvrant la prévention, l'appui, la protection, les enquêtes, les poursuites judiciaires et les réparations pour des actes de violence. Cette loi est élaborée à partir des contributions de spécialistes et de plusieurs autres acteurs, et devrait servir de référence principale pour la région, promouvant une réponse coordonnée entre les États, le secteur privé et la société civile.
- La vulnérabilité des femmes face à la violence politique basée sur le genre et facilitée par la technologie découle de préjugés et d'un double poids de deux mesures profondément ancrés, à travers lesquels les hommes et les femmes sont évalués dans la sphère publique. Renforcés par les normes sociales, les stéréotypes et les attentes inégalitaires amplifient le contrôle et le harcèlement subis par les femmes dirigeantes, limitant ainsi leur participation et perpétuant des inégalités structurelles. Il est fondamental de s'attaquer à ces préjugés pour créer des espaces publics plus inclusifs.
- D'après un rapport d'IDEA International, la violence politique en ligne basée sur le genre en Amérique latine est un problème complexe qui exige la collaboration des institutions étatiques, des partis politiques, des médias, des entreprises technologiques, du monde universitaire et de la société civile. La prévenir et la traiter nécessite l'éducation, des cadres juridiques efficaces et des plateformes sûres pour protéger les femmes et promouvoir une participation politique inclusive.
- Traiter la violence basée sur le genre facilitée par la technologie de façon efficace nécessite une approche axée sur les droits de la personne et le genre qui soit focalisée sur la confidentialité des données, la sécurité numérique et l'accès à la justice. L'éducation civique, la coopération internationale et la collaboration avec des plateformes numériques sont essentielles pour prévenir, signaler et traiter ce problème pour assurer une réponse globale et proactive.



THÈME : Innovation parlementaire, participation citoyenne inclusive, parlement ouvert

DATES : Décembre 3, 2024 & Décembre 4, 2024

LIEU : Brasília, Brésil

PARTICIPANTS : Plus de 50 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, représentants de la société civile et représentants d'organisations internationales

PARTENAIRE D'ORGANISATION : Réseau mondial du Parlement ouvert (OPeN, pour son acronyme en anglais), représenté par ParlAmericas, NDI, Directorio Legislativo et le Réseau latino-américain pour la transparence législative (RLTL)

HÔTE : Chambre des députés du Brésil



Cette activité s'aligne avec les ODD 9, 16 e 17.



Journée du parlement ouvert et de la participation parlementaire dans le cadre de la Conférence régionale Amérique ouverte

L'événement de la Journée du parlement ouvert « Parlement ouvert et innovations pour l'avenir », organisé par ParlAmericas, l'OPeN et la Chambre des députés du Brésil, a eu lieu le 3 décembre. Cette réunion a été l'occasion d'un dialogue sur la façon dont les technologies et les pratiques innovantes peuvent renforcer les interactions entre les parlements et les populations, réduire les barrières à la participation et promouvoir l'égalité sociale, l'autonomisation des femmes et la confiance envers les institutions.

Le 4 décembre, des membres du Conseil et des réseaux parlementaires de ParlAmericas ont participé à des sessions clés de la Conférence Amérique ouverte. Ces sessions ont permis d'aborder des thèmes comme la participation inclusive, la collaboration parlementaire, le renforcement de l'espace civique et la gouvernance numérique participative, et de souligner le rôle des parlements en tant que moteurs de l'ouverture, de l'inclusion et de la protection des droits dans la région.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

JOURNÉE DU PARLEMENT OUVERT

Discours de bienvenue :

- Députée **Jack Rocha** (Brésil), présidente du Sous-comité spécial des femmes dans l'industrie de la Chambre des députés
- **Kristen Sample**, directrice de la gouvernance démocratique, NDI, représentante de l'OPeN
- Sénateur **Javier Macaya** (Chili), président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Présentations :

- **Cristiane Brum Bernardes**, conseillère technique de l'Observatoire des femmes dans la politique, Chambre des députés du Brésil
- **Rocío Noriega**, conseillère du Groupe bicaméral sur la transparence du Congrès national du Chili
- Membre du Congrès **Eduardo Castillo** (Pérou), vice-président de la Commission sur la décentralisation, la régionalisation, les gouvernements locaux et la modernisation de la gestion de l'État
- **María Fernanda Avendaño**, présidente d'ACCESA, organisation du Réseau latino-américain pour la transparence législative
- **Gustavo Pérez Ara**, directeur des services aux membres, Partenariat pour un gouvernement ouvert

Conclusions :

- Députée **Benedita da Silva** (Brésil), coordinatrice générale des droits des femmes, Secrétariat de la femme de la Chambre des députés
- Député **Jilmar Tatto** (Brésil), secrétaire à la communication, Chambre des députés
- Membre de l'Assemblée **Luzmila Abad** (Équateur), deuxième vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

SESSION PARLEMENTS OUVERTS : RENFORCER LA PARTICIPATION INCLUSIVE ET COLLABORATIVE

Présentations :

- Députée **Andrea Villagrán** (Guatemala), première vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas
- **María Liz Sosa**, directrice du parlement ouvert, Chambre des sénateurs du Paraguay
- **Juan Francisco Krahl**, coordinateur de la population et des institutions gouvernementales, Directorio Legislativo



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMMUNIQUÉ
DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[ENREGISTREMENT
VIDEO](#)



[GALERIE DE
PHOTOS](#)



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

PARTICIPATIONS PARLEMENTAIRES À LA CONFÉRENCE AMÉRIQUE OUVERTE

- Sénateur **Javier Macaya** (Chili), président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
 - *Session : Table ronde de haut niveau : L'avenir du gouvernement ouvert, organisée par le PGO et l'OCDE*
- Membre de l'Assemblée **Luzmila Abad** (Équateur), deuxième vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas
 - *Session : Renforcer l'espace civique pour un gouvernement ouvert, organisée par le PGO et l'OCDE*
- L'honorable député **Roberto Zúñiga** (Panama)
 - *Session : Comment garantir une gouvernance numérique participative dans les Amériques*



CONSIDÉRATIONS PRINCIPALES DE LA RÉUNION

- Garantir un accès universel aux technologies de l'information et de la communication, en particulier pour les populations historiquement marginalisées, afin de réduire les disparités sociales et promouvoir l'inclusion.
- À travers l'outil « [Congrès virtuel](#) », le parlement du Chili a facilité la participation citoyenne numérique dans le processus législatif. Il est actuellement appuyé dans des actions pour amplifier et diversifier la participation citoyenne via des outils d'IA, afin de simplifier l'information législative et d'améliorer la rédaction des commentaires des citoyens, renforçant ainsi la compréhension et l'inclusion.
- L'utilisation de technologies de la communication et de l'information peut aider à renforcer les droits et leur sensibilisation, en particulier ceux obtenus grâce aux efforts des femmes, tel que la participation politique et le progrès vers la parité dans les espaces décisionnels.
- L'[Observatoire national des femmes dans la politique](#) de la Chambre des députés du Brésil a eu l'effet de sensibiliser l'activité politique des femmes et renforcé leur rôle politique. De plus, il dispose d'un système de suivi où des données sur l'exercice législatif des femmes au sein du parlement sont publiées.
- Le Congrès du Pérou a adapté l'[Archive numérique de la législation du Pérou](#) pour qu'elle soit disponible en quechua et pour les personnes ayant un handicap visuel et auditif, dans le but de renforcer l'inclusion. De plus, le projet Congrès aux portes ouvertes facilite la participation citoyenne en promouvant un accès plus équitable.
- L'élaboration de nuages souverains constitue une stratégie essentielle pour que les pays stockent les informations publiques en toute sécurité, protégeant ainsi la population des fuites et des attaques cybernétiques malveillantes.



72

THÈMES : égalité des genres, contrôle parlementaire, budgétisation, représentation parlementaire, mobilisation dans les circonscriptions électorales, législation sensible au genre

DATES : 4-6 décembre 2024

LIEU : Port-d'Espagne, Trinité-et-Tobago

PARTICIPANTS : Plus de 60 parlementaires, fonctionnaires parlementaires et représentants d'organisations internationales et du monde académique provenant de 11 pays des Caraïbes



Adapter le travail parlementaire aux besoins des femmes et des hommes

Cet atelier de trois jours a rassemblé des parlementaires, des représentants de la société civile et des spécialistes de pays caribéens, dans le but de renforcer la capacité des parlementaires à adopter une approche inclusive et sensible au genre dans le cadre de leurs responsabilités législatives.

Les participants ont pris part à des exercices interactifs, à des dialogues politiques et à des sessions de travail thématiques sur l'application d'une approche de genre au contrôle parlementaire, aux processus législatifs, aux pratiques sur le lieu de travail et à la mobilisation dans les circonscriptions électorales. Cet atelier a également jeté les bases d'un guide sur l'égalité des genres destiné aux parlementaires des Caraïbes, qui offrira des références et des stratégies pratiques pour garantir la véritable prise en compte des expériences diverses dans toutes les dimensions du travail parlementaire, en particulier celles des groupes les plus marginalisés.

Cette activité était alignée sur les ODD 5, 10, 16 et 17.



POINTS SAILLANTS DE LA SESSION

Discours d'ouverture :

- **Tonni Brodber**, représentante, Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes
- **Stephen Twigg**, secrétaire général, Association parlementaire du Commonwealth (APC)
- L'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas

Facilitatrices :

- Dre **Rosina Wiltshire**, spécialiste du genre et du développement
- **Alisha Todd**, directrice générale, ParlAmericas

Intervenants et modérateurs :

- L'honorable Dre **Dessima Williams** (Grenade), présidente du Sénat et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas
- L'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente de ParlAmericas
- L'honorable **Pennelope Beckles-Robinson** (Trinité-et-Tobago), ministre du Logement et de l'Urbanisme
- L'honorable juge **Peter Jamadar**, Cour caribéenne de justice
- **Bénite Dibateza**, gestionnaire de projets et coordinatrice du réseau Femmes parlementaires du Commonwealth, APC
- **Monique Long**, spécialiste de la planification et de la coordination, ONU Femmes Caraïbes
- **Terry Ince**, fondatrice et déléguée, CEDEF Trinité-et-Tobago
- **Dara Healy**, fondatrice, Groupe Idakeda & Réseau pour les arts créatifs autochtones
- **Renee Atwell**, avocate, fondatrice de Girls of Impact
- **Amilcar Sanatan**, artiste caribéen interdisciplinaire, éducateur et activiste
- **Leah Thompson**, agent de liaison auprès de la section, Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWIL)
- **Kevin Liverpool**, spécialiste des hommes et des masculinités
- **Chantal La Roche**, greffière intérimaire du Sénat, Parlement de Trinité-et-Tobago
- **Chrisette Benjamin**, responsable du programme sur l'égalité des genres, ParlAmericas

Discours de clôture :

- **Stuart Shaw**, conseiller spécialisé dans la politique et les affaires publiques, Haut-commissariat du Canada à Trinité-et-Tobago
- L'honorable sénateur **Nigel de Freitas** (Trinité-et-Tobago), président du Sénat



[ORDRE DU JOUR](#)



[COMUNIQUE DE PRESSE](#)



[PRÉSENTATIONS](#)



[GALERIE](#)



PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA RÉUNION

- L'identité de genre contribue à des attentes sociétales étroites pour tous les individus, notamment en termes de leurs centres d'intérêt, de carrières professionnelles, de responsabilités au sein du foyer, de capacité à exprimer ses émotions, entre autres. Ces attentes sont le produit d'expériences et de schémas historiques qui ont renforcé les rôles des femmes et des hommes et qui se manifestent dans les inégalités existantes encore aujourd'hui. L'inégalité de genre est également [au cœur de plusieurs défis de développement](#), comme la prévalence de la violence basée sur le genre et la participation inégale dans les contextes éducationnel et professionnel, nuisant ainsi à la société et à l'économie dans leur ensemble.
- Traiter l'inégalité de genre nécessite des approches fondées sur les faits et sensibles au genre, tenant compte de la classe sociale, du niveau de revenu et d'autres facteurs intersectionnels, ainsi que d'accorder une attention toute particulière aux causes profondes de l'inégalité, comme l'éducation et la socialisation des garçons et des filles.
- La législation à elle seule ne peut changer des normes de genre si ancrées, mais il est essentiel d'élaborer des lois sensibles au genre, d'aligner le travail parlementaire sur les conventions internationales et de créer des mécanismes pour suivre la progression et favoriser la sensibilisation de la population sur les mesures législatives, des étapes fondamentales pour la transformation sociale et l'égalité des genres.
- Les [parlements sensibles au genre](#) se caractérisent par l'égalité dans la participation, les infrastructures, la culture et les politiques parlementaires. Pour y parvenir, il faut reconnaître les obstacles liés au genre, promouvoir l'égalité et mener des autoévaluations. Parmi les initiatives pour promouvoir l'égalité au sein des parlements en tant que lieux de travail, on peut mentionner les installations de soin, la formation sur l'égalité des genres, les mesures de cybersécurité, les politiques sur le harcèlement sexuel et la création de codes de conduite.
- L'interaction du parlement avec la population constitue un autre moyen fondamental de promouvoir l'égalité des genres, de remettre en question les stéréotypes de genre et de créer des espaces de dialogue sûrs. Les caucus multipartites de femmes, les initiatives axées sur les jeunes, les programmes de mentorat, la mobilisation des hommes en tant qu'alliés, la sensibilisation des parties prenantes et la collaboration avec des ONG, des OSC et les populations sont autant de pistes pouvant contribuer à ces objectifs.



Merci

pour votre contribution à ParlAmericas en 2024.
Nous sommes impatients de poursuivre nos efforts
grâce à votre soutien constant!

L'ÉQUIPE DE PARLAMERICAS

Alisha Todd

Eilish Elliott

Michelle Volpin

Anabella Zavagno

Gabriel Márquez

Nancy Greene

Chrisette Benjamin

Jack Melamed

Natalí Casanova

Christian Navarro

Kaileigh Wenstrup

Natalie Jurado

Clara Basilio

Lisane Thirsk

Natán Iorcansky

Claudia Vega

Maria Boada

Deborah Novaes

Mateusz Trybowski



Secrétariat international de ParlAmericas

703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone: + 1 (613) 947-8999

www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

